



L'AUTO
QUI DIT HIVER DIT MISE
AU POINT PRÉVENTIVE D 1

BASEBALL
LES ANGELS ÉLIMINENT
LES YANKEES S 2



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE MARDI 11 OCTOBRE 2005



Le petit Sajjad, sept ans, en larmes dans l'attente des secours médicaux à Teetwal, dans le Cachemire indien.

Québec: la dette de nouveau en hausse

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

On savait déjà que, depuis 2001, la dette de la Ville de Québec a légèrement diminué. Mais il avait été passé sous silence, jusqu'à maintenant, que la tendance s'est inversée en 2004, lorsqu'elle a fait un bond de 37,2 millions \$. Et d'après des informations obtenues par LE SOLEIL, il faut s'attendre à d'autres hausses au cours des prochaines années, si le rythme actuel des investissements en infrastructures est maintenu.

Selon une source bien au fait du dossier, mais ayant requis l'anonymat, «c'est clair que la tendance, c'est que la dette nette va augmenter». Cette personne rappelle que les derniers PTI (programmes triennaux d'immobilisation) des 13 anciennes villes prévoyaient pour 2001 des emprunts «de 100 à 110 millions \$. La nouvelle ville a commencé avec cette norme-là en 2002, mais cela a augmenté jusqu'à 160-165 millions \$ par année, principalement parce que les besoins étaient urgents. Il faut aussi dire que l'environnement est

Voir DETTE en A 18 >

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Que doit faire la Ville de Québec pour réduire son endettement ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

Vers les élections municipales

- ☐ Bellemare: la Ville doit fournir une aide immédiate aux sinistrés A7
- ☐ Portrait de district: Loretteville A7
- ☐ L'Action civique veut plus de patrouilles de police A8

À LIRE AUJOURD'HUI

- La première chancière Page A 13
Trois semaines après les élections législatives, Angela Merkel est devenue hier la première femme à accéder à la chancellerie allemande.

SOMMAIRE

Agenda	B 8	Loteries	A 4
Bandes dessinées	B 9	Météo	S 20
Bourses	C 4	Mot mystère	B 9
Bridge	S 19	Mots croisés	B 9
Décès	C 7	Petites annonces	S 15
Horoscope	B 9	Télévision	B 4

MÉTÉO

Max. 14, min. 1
Généralement ensoleillé en après-midi.
Détails page S 20.

Précipitations (avant hier)

Ce mois-ci: 6,3 mm Lan dernier: 6,9 mm
Cet été: 593,2 mm L'été dernier: 608,2 mm

QUÉBEC,
10^e ANNÉE, N° 280
FLORIDE, 1,89 \$ US

MONTRÉAL
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES



Une génération fauchée

Des milliers d'enfants parmi les 40 000 morts du séisme en Asie

■ MUZAFFARABAD (AFP et AP) — Les secouristes redoublaient d'effort ce matin pour atteindre les régions les plus isolées du Pakistan, où le violent séisme pourrait avoir fait jusqu'à 40 000 morts, afin d'aider des milliers de sinistrés laissés à eux-mêmes et à bout de patience. Déjà, les épidémies menacent et les premiers pillages sont signalés.

Trois jours après le tremblement de terre, survenu samedi matin dans le nord-est du Pakistan, une bouffée de joie est venue remonter le moral des sauveteurs. Dans la capitale Islamabad, une Irakienne et son fils de deux ans ont été extraits dans la nuit d'hier à aujourd'hui de la tour Margalla, un immeuble de 10 étages qui s'était effondré lors du séisme. «C'est miracu-

leux, cela a dopé notre moral», s'est enflammé le secrétaire d'État à l'Intérieur, Shehzad Waseem, en annonçant aujourd'hui l'heureuse nouvelle. L'enfant et sa mère de 32 ans, qui a perdu son mari dans la catastrophe, étaient restés bloqués dans une poche d'air pendant 60 heures.

Ailleurs, le désespoir des survivants se muait parfois en colère, comme à

Muzaffarabad, capitale dévastée du Cachemire pakistanais, où ont été pris d'assaut hier des camions militaires qui venaient d'arriver en ville, sous le regard impuissant des soldats. Selon les autorités pakistanaises, au moins 11 000 personnes ont été tuées dans cette ville.

Nourriture, tentes, couvertures, médicaments: en quelques minutes, toute l'aide a disparu. Dans le centre-ville, des magasins abandonnés commençaient à être la cible de pillards, tandis que d'autres se sont attaqués aux stations-service pour trouver de l'essence à brûler pour se réchauffer et faire un peu de cuisine.

«Où est le gouvernement? Personne n'est venu, les gens meurent de faim»,

Ottawa
a allongé
hier
20 millions \$
de plus

s'emportait Akram Shah. Un questionnaire répété d'un bout à l'autre de la région sinistrée.

Trois jours après la catastrophe, l'ampleur du désastre commençait à se faire jour. «Le gouvernement nous a indiqué qu'environ 30 000 et 40 000 personnes avaient été tuées», a affirmé à l'AFP Julia Spry Leverton, porte-parole de l'UNICEF à Islamabad. Un chiffre confirmé à l'AFP par un haut responsable pakistanais sous couvert d'anonymat, qui a également fait part de «plus de 60 000 blessés».

Voir GÉNÉRATION en A 18 >

Plus d'information Page A 4

La baie d'Hudson sous observation

Sur les traces du réchauffement climatique à bord de l'*Amundsen*

DOSSIER

La question n'est plus de savoir s'il y aura un réchauffement climatique dans le Grand Nord, mais de savoir quels en seront les impacts et conséquences. C'est ce qu'une équipe de recherche tente actuellement de mesurer à bord du brise-glace «Amundsen». LE SOLEIL a accompagné cette équipe pendant plusieurs jours.



Anne-Louise Champagne

AChampagne@lesoleil.com

DANS LE
GRAND NORD

Jeudi 22 septembre. Coïncidence: en ville, écoutant leur conscience environnementale, des citadins marchent et pédalent durant la journée sans voiture. Au même moment, dans le détroit d'Hudson, l'équipage de l'*Amundsen* amorçe une nouvelle campagne d'échantillonnage pour mesurer l'impact des gaz à effet de serre sur le Grand Nord canadien.

L'objectif: tracer le portrait de la baie d'Hudson. Plus l'œuvre sera détaillée, plus il sera possible de prévoir les modifications imposées par les changements climatiques. Pour y arriver, marins et scientifiques travaillent nuit et jour. «C'est exigeant, mais nous avons notre récompense immédiate», assure Mélanie Simard, en désignant le paysa-

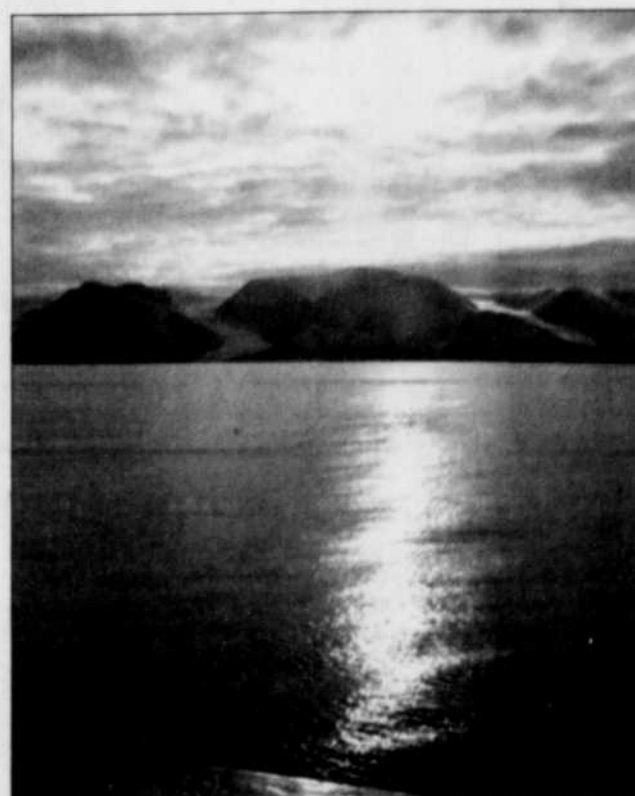
ge de glaciers, d'icebergs et de montagnes. Plusieurs disent «avoir de la difficulté à réaliser» qu'ils sont bel et bien ici, dans l'Arctique.

Il est difficile de croire que ce milieu est en pleine mutation. C'est plutôt une impression de stabilité qui s'en dégage. Mais tous les vieux routiers du Nord vous le diront: des changements, il y en a eu et il y en aura encore. «La baie d'Hudson est une région extrêmement sensible au réchauffement», affirme Patrick Lajeunesse, professeur-chercheur à l'Université Laval.

Ultimement, les chercheurs souhaitent prévoir et gérer ce changement. «Tout change sur la planète, mais ce qui inquiète actuellement, c'est la rapidité. Aurons-nous le temps de nous adapter?» questionne Tim Papakyriakou, professeur de climatologie à l'Université du Manitoba.

Certains de ces changements seront heureux, d'autres moins, continue-t-il. «Ce qui serait vraiment heureux, ce serait de comprendre tout cela.»

Un reportage à lire Pages A 2 et A3



Le travail sur l'*Amundsen* est exigeant mais les chercheurs affirment trouver leur récompense dans l'observation des paysages arctiques.

COLLABORATION SPÉCIALE, ANNE-LOUISE CHAMPAGNE

Le solde **LE CREUSET** de retour en blanc

① COCOTTE OVALE 29 CM
courant: 269^{mm}

spécial: 159^{mm}

② COCOTTE OVALE 31 CM
courant: 319^{mm}

spécial: 179^{mm}



Quantités
très limitées

POM
POM
LE COIN CULINAIRE
Place Laurier
653-5878
Les Rivières
(819) 375-5880

LA BAIE D'HUDSON SOUS OBSERVATION

L'« AMUNDSEN »

Un laboratoire flottant

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
AChampagne@lesoleil.com

■ L'Amundsen est un brise-glace officiellement converti en laboratoire flottant depuis 2003. Dans une première étape, en 2003-2004, le navire a sillonné la mer de Beaufort, puis s'est enfilé dans le détroit de Franklin, où il a passé les longs mois d'hiver.

La mission 2005, quant à elle, se partage en deux parties, la première visant de nouveau la mer de Beaufort et la seconde, la baie d'Hudson. Cette mission de trois mois s'achèvera fin octobre.

LE SOLEIL est monté à bord du brise-glace durant le transit entre les deux régions.

Sur le navire, on cause cycle de carbone, production primaire, morue arctique, oiseaux marins, chaîne alimentaire, contaminants, sédiments, glaciers, couvert de glace, érosion, pergélisol et climat. Malgré une semaine passée sur le navire à « sonder » les scientifiques, cette liste n'est probablement pas exhaustive...

COUVERT DE GLACE

Le portrait de la baie d'Hudson s'effectue alors que le réchauffement se fait déjà sentir. Actuellement, la communauté scientifique s'entend pour dire que le couvert de glace de l'Arctique a déjà fondu de 5 % de sa surface et de près de la moitié de son épaisseur (45 %). La NASA estime que, d'ici la fin du siècle, l'océan Arctique sera complètement dégagé durant les mois d'été. D'autres parlent même de 2070.

Le véritable impact, c'est celui que l'homme devra assumer

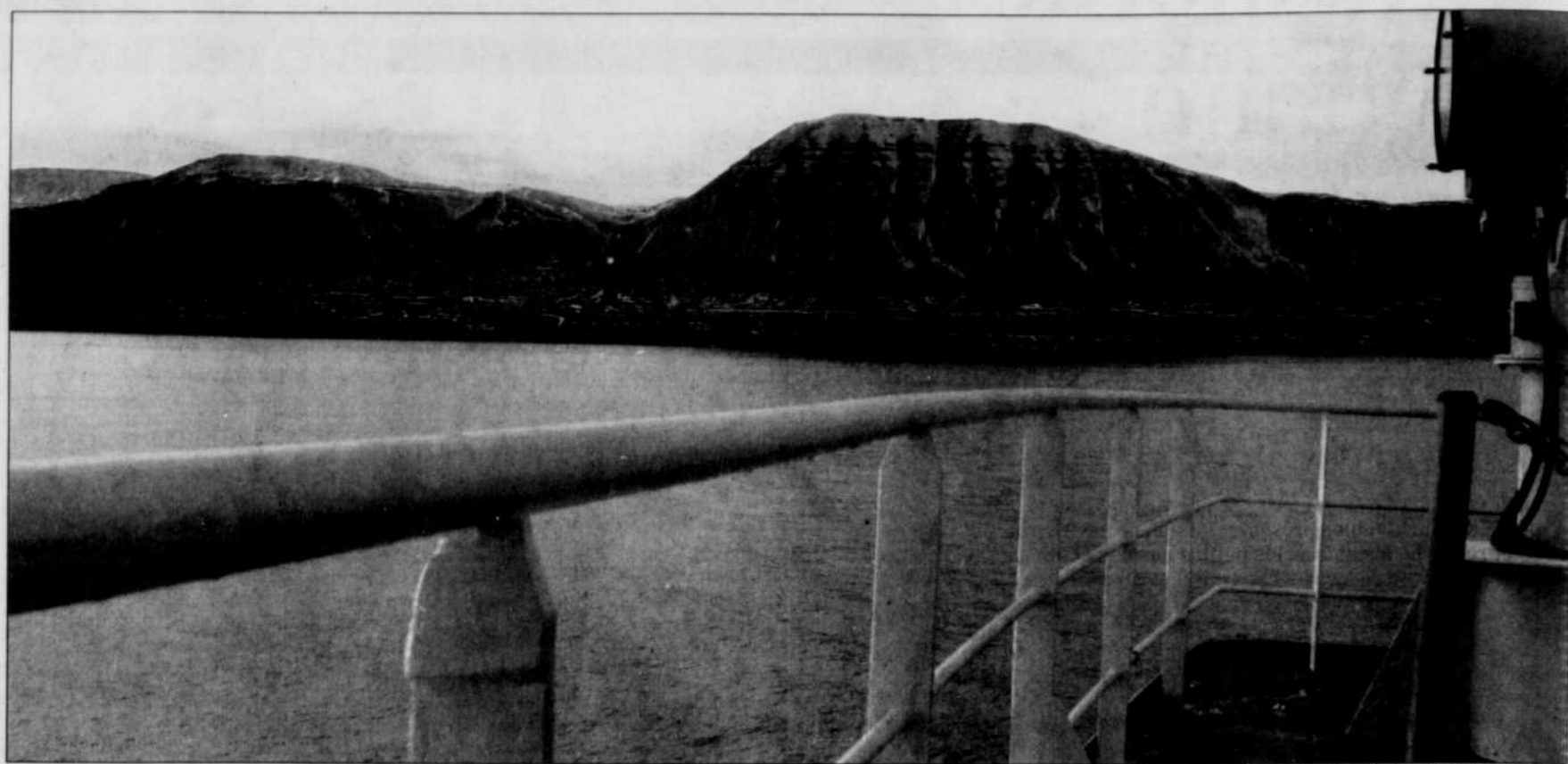
Sur le réchauffement de l'air comme tel, il est plus difficile de s'entendre. Cette donnée est

trop variable d'une région à l'autre. « Mais on constate effectivement une tendance », affirme Robie McDonald, chercheur de la Colombie-Britannique et sommité en matière de réchauffement climatique.

UNE RÉGION SENSIBLE

Ces modifications du milieu entraînent une cascade de changements. Mais à l'échelle géologique, les choses sont continuellement en mouvement, rappelle Patrick Lajeunesse. Son travail consiste à recueillir des carottes de sédiments dans lesquelles il interprète les traces laissées par les événements qui ont bouleversé le climat au fil des millénaires. « Il faut comprendre le passé pour pouvoir expliquer le présent », affirme-t-il.

Il faut ainsi savoir que, contrairement à d'autres régions canadiennes,



PHOTOS LE SOLEIL, ANNE-LOUISE CHAMPAGNE

Contrairement à d'autres régions canadiennes, le fond marin de la baie d'Hudson remonte depuis 8000 ans, comme le ferait un matelas duquel on s'est relevé. Le changement est rapide, à l'échelle géologique: de 1 à 1,5 cm par année. Le niveau de la mer descend donc, alors qu'ailleurs, près de l'île Bylot, de la terre de Baffin (photo ci-dessus) et sur les côtes de Beaufort, il a plutôt tendance à remonter.



D'ici la fin du siècle, l'océan Arctique pourrait être libre de glace durant l'été.

la baie d'Hudson est en phase d'émergence, depuis le retrait du glacier. C'est-à-dire que, depuis 8000 ans, le fond marin remonte, comme le ferait un matelas duquel on s'est relevé. Le changement est rapide, à l'échelle géologique, évidemment: de 1 à 1,5 cm par année. Le niveau de la mer descend donc, alors qu'ailleurs, près de l'île Bylot, de la terre de Baffin et sur les côtes de Beaufort, il a plutôt tendance à remonter.

Cette émergence explique l'instabilité du terrain à Salluit, un village inuit situé au carrefour du détroit d'Hudson. Cette communauté s'assoit sur un sol d'argile marin, parsemé de lentilles de glace qui fondent sous l'effet de la température plus chaude, causant des glissements de terrain. « L'argile devient très instable et tend à s'effondrer comme un château de cartes », explique M. Lajeunesse. C'est aussi ce

qui lui fait dire que la région est extrêmement sensible au réchauffement, mais que ce phénomène n'explique pas tout. « Le réchauffement climatique a parfois le dos large! » lance Maxime Paiement, l'étudiant diplômé qui l'assiste dans ses travaux.

QUESTIONS SANS RÉPONSES

Sur un autre plan, un des enjeux fondamentaux des recherches est la compréhension du cycle du carbone, élément à la base des principaux gaz à effet de serre, CO₂ ou de méthane, par exemple.

Une des hypothèses autour du réchauffement climatique veut que la fonte du couvert de glace permette au phytoplancton de « piéger » davantage de carbone atmosphérique, ce qui, en bout de ligne, pourrait ralentir le réchauffement. Mais les choses ne sont pas si

simples. Le phytoplancton a besoin de lumière et de carbone pour croître, mais également de nutriments. Ces derniers seront-ils au rendez-vous au beau milieu d'une baie d'Hudson libérée de glaces? Ou au cœur de l'océan Arctique? Pas nécessairement.

Les végétaux supérieurs sont également d'importants pièges à carbone. Les terres à l'ouest de la baie d'Hudson recèlent la seconde plus importante accumulation de tourbe au monde, indique Tim Papakyriakou. Dans cette région, plusieurs mètres de tourbe absorbent des masses de carbone.

Or, le niveau marin baisse, et la terre « nue » est libérée, avec ses micro-organismes dont la respiration relâche du CO₂. Quant aux tourbières, elles sont ainsi coupées du milieu humide. Au net, le système deviendra-t-il un émetteur ou un capteur de carbone? Autre question sans réponse.

« Ce que nous devons faire, c'est le bilan du carbone », explique Robie McDonald. Les chercheurs veulent savoir comment il circule entre l'air, l'eau, la biomasse et les sédiments. À ce jeu, les scientifiques de tous les horizons doivent partager leurs observations. Pour Robie McDonald, l'important n'est pas tant de savoir quelle quantité de carbone est fixée, ou relâchée, par le système, mais à quel rythme cette donnée va changer.

CONTAMINANTS

Une autre des questions d'intérêt sur l'Amundsen est celle des contaminants, particulièrement le mercure.

Les chercheurs croient que la fonte du couvert de glace dégagera de nouvelles zones riches en alimentation pour les organismes marins supérieurs: bélugas, phoques, oiseaux.

Or, à ces régions correspondent également des concentrations importantes de mercure, dont on ne connaît pas vraiment l'origine. Des chercheurs s'intéressent donc à savoir par quel mécanisme le mercure s'intègre dans la chaîne alimentaire. La question est particulièrement pertinente dans l'Arctique puisque la chaîne alimentaire aboutit directement aux populations inuites. Ces derniers absorbent le mercure contenu dans la viande du phoque, une nourriture traditionnelle pour ces peuples.

PASSAGE DU NORD-OUEST

Les impacts d'une activité humaine accrue dans le Nord inquiètent également la communauté scientifique. Si l'eau de l'Arctique se dégage de ses glaces pendant quelques mois durant l'année, des navires commerciaux pourront y circuler sans trop d'entraves. Avec eux, le Nord risque de voir apparaître de nouveaux contaminants, des polluants atmosphériques, des espèces envahissantes, des risques d'accidents marins. Ces nouveaux éléments apporteront à leur tour une cascade d'événements.

En bout de ligne, estiment la plupart des experts rencontrés, la planète saura toujours s'adapter au réchauffement de son enveloppe. Le véritable impact, c'est celui que la société devra assumer.

La face cachée de l'« Amundsen »

Un voyage de trois mois nécessite des provisions pour cinq mois!

Amener 80 personnes en mer durant trois mois, en prévoyant une rotation à mi-séjour, ce n'est pas une mince affaire. Sur l'Amundsen, c'est l'officier logistique Line Lévesque qui supervise l'approvisionnement pour... tout.

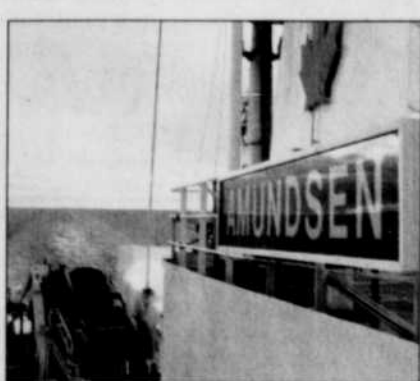
« Je travaille conjointement avec la salle des machines », précise-t-elle. Farine, lait, viande, vis, peinture, savon, médicaments, serviettes, vêtements protecteurs, elle doit tout prévoir, et même plus. « Mais il y a toujours un petit quelque chose qui nous échappe... »

Pour un séjour de trois mois, les provisions sont calculées pour tenir cinq mois. « Nous pourrions être appelés sur une mission de recherche et sauvetage, et le séjour serait prolongé, explique-t-elle. Dans un cas semblable, certains items manqueraient, mais il y aurait toujours les produits de base. »

Les sept grands frigos, plus les petits, plus les garde-manger renfermaient quelque 8000 kilos d'aliments au départ. Pour s'assurer que rien ne manque, Line Lévesque dispose d'une base de données, mais « je suis aussi très visuelle », dit-elle.

L'embarquement des provisions sur le navire est une tâche importante. « Tout le monde participe, les gens de la garde côtière et les scientifiques nous donnent également un coup de main. » Le jour de notre embarquement, qui était la journée de rotation des équipages, l'hélico a dû faire des dizaines de voyages pour embarquer les gens, leurs bagages et des provisions fraîches.

À bord, chaque cabine abrite deux passagers. On y dort dans des lits superposés, munis d'un rebord. Au début, on se demande pourquoi: puis, par une nuit de mer agitée, on com-



Avant de quitter le port, l'Amundsen a dû faire le plein de 2400 mètres cubes de carburant, l'équivalent d'une soixantaine de camions.

prend tout à coup qu'il peut être utile d'avoir un point pour se retenir... Dans chaque cabine, il y a un téléviseur pour le réseau de caméras du navire. L'intérêt, c'est de voir en temps réel où se passe l'action.

Les repas sont servis dans deux salles à manger, l'une avec service, l'autre de type cafétéria. Après le repas, les gens peuvent se retrouver dans une pièce qui est à la fois salon et bar. Plusieurs nous ont avoué qu'ils trouveraient le temps long sans cette pièce commune...

LA SALLE DES MACHINES

Avant de quitter le port, l'Amundsen a fait le plein de 2400 mètres cubes de carburant, soit l'équivalent d'une soixantaine de camions. Là encore, les prévisions sont larges puisque le chef mécanicien, Marcel Darveau, prévoit en brûler 1800 mètres cubes.

Le navire tire sa puissance d'un sys-

tème diesel électrique. En plus des six moteurs pour la propulsion, le navire en compte trois autres pour ses besoins en électricité. « Ici, c'est comme une petite ville », dit Marcel Darveau. Le navire fabrique même son eau, en puisant et traitant l'eau de mer au rythme de 35 000 litres par jour. « Et on les dépense », prend-il soin de préciser.

Généralement, le navire est propulsé par deux de ses six moteurs, ce qui lui permet de naviguer à environ 13 nœuds. « Treize nœuds, c'est le mode économique. C'est comme rouler à 90 km/h pour une voiture », compare le capitaine Alain Gariépy.

Mais des imprévus peuvent survenir. Ainsi, un après-midi où le navire commençait à tanguer, le commandant Gariépy a averti tous les passagers d'attacher solidement effets personnels et outils de travail. La météo promettait une mer agitée, et le commandant se méfiait.

Pour devancer la tempête, ce dernier est passé à quatre moteurs. La puissance supplémentaire, combinée aux courants favorables, a permis d'atteindre 16 nœuds... et d'éviter une partie des gros vents.

Mais ce régime est moins économique. Théoriquement, si on ne tient pas compte des courants, deux moteurs en action permettent d'atteindre 13 nœuds, en consommant 20 000 litres de carburant par jour. Quatre moteurs pousseront le navire à 15 nœuds pour une consommation de 35 000 litres et les six moteurs atteindront 16 nœuds pour une consommation de 50 000 litres. « Comme vous le voyez, la vitesse qu'on gagne coûte très cher en carburant », souligne le chef mécanicien Marcel Darveau.



LE COLLANT
DENTELLE
RAYÉE

12,99

Un bas qui apporte la touche pure mode de l'automne avec ses rayures de fantaisie ajourées en alternance de losanges et de côtes. Large bande de taille à tissage élastique confort, pointes renforcées, gousset de coton. Noir ou bleu jeans. P/M et G/T.



simons

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE • Vieux-Québec • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO
• LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'EST

LA BAIE D'HUDSON SOUS OBSERVATION

Le mystère de la morue arctique

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
AChampagne@lesoleil.com

■ Jacques Gagné, chercheur de l'Institut Maurice-Lamontagne, est monté à bord de l'*Amundsen* dans un but bien précis. Il veut pêcher et étudier des morues arctiques, parce que cette espèce est un des maillons méconnus de la chaîne alimentaire de cette région.

Mais la pêche est difficile. Ce petit poisson d'une quinzaine de centimètres ne se laisse pas prendre facilement. L'espèce est pourtant bien présente: lorsque le navire fracasse et retourne les glaces, les petites morues sont entraînées dans le mouvement et apparaissent çà et là sur la banquise. Les goélands ne se gênent pas pour profiter d'une pareille occasion. Mais pour les chercheurs, la pêche est décevante. Le poisson ne se laisse pas prendre.

Jacques Gagné persévère: «La morue arctique est une espèce-clé de la chaîne alimentaire», dit-il.

C'est une espèce extrêmement bien adaptée à son milieu. Elle nage lentement et dépense peu d'énergie. Fait singulier, les morues adultes pêchées jusqu'ici ont très souvent l'estomac vide. «C'est fascinant, dit M. Gagné. C'est un poisson "bon vivant": s'il y a de la nourriture, il mange, sinon, ça ira à demain.»

Un poisson aussi abondant et aussi lent dans ses déplacements représente donc une proie de choix pour les phoques ou les oiseaux marins. La morue arctique offre un bon «rapport qualité/prix»: elle fournit une nourriture de qualité aux espèces prédatrices, qui, en retour, ont besoin de déployer relativement peu d'énergie pour les chasser.

Ce qui n'est pas le cas pour nos chercheurs.

«BEAUCOUP DE QUELQUE CHOSE»

Du haut de la timonerie, le chef de mission, Gary Stern, fait part d'une observation intéressante à Jacques Gagné. Sur son échosondeur, il voit «beaucoup de quelque chose» à une profondeur d'environ 50 mètres. Or, des expéditions précédentes avaient fait la même observation. En plus, il s'agit d'un endroit où les oiseaux marins vont se reproduire en masse: tous ces indices permettent de croire qu'il y a peut-être de la morue à cet endroit.

Nous sommes alors dans le détroit de Lancaster, à l'approche de l'île Bylot. Le paysage est idyllique: des glaciers et des icebergs en quantité. Sur le pont supérieur, plusieurs passagers profitaient du paysage, quand ils ont vu le navire faire demi-tour. L'explication vient rapidement: le filet est sorti. Il y a peut-être de la morue.



La pêche a permis de récolter des morues arctiques au stade juvénile, mais pas d'adultes.

DES JUVÉNILES

Les membres de la Garde côtière descendent l'engin et le promènent de long en large, selon les indications de Jacques Gagné. Résultat? Des dizaines de toutes petites morues arctiques, d'environ 3 cm. «Des juvéniles», commente le scientifique. Alors, bonne ou mauvaise pêche? Le scientifique ne jouera pas les difficiles: «On est contents. C'est intéressant parce qu'elles ont passé le stade larvaire, et ça va nous aider à déterminer ce dont elles ont besoin pour parvenir à ce stade.» En effet, 99 % des larves ne survivent pas.

Par ailleurs, le fait d'avoir réussi à pêcher dans les strates détectées sur l'échosondeur permettra aussi de mieux les interpréter à l'avenir. Mais

il reste que les morues adultes ne sont pas encore au rendez-vous.

CHAÎNE ALIMENTAIRE

Une espèce aussi à l'aise dans l'Arctique ne peut qu'être menacée par des changements du climat. Si l'eau se réchauffe, cela pourrait bouleverser l'espèce. Mais à partir de quel point? Peut-être qu'un ou deux degrés Celsius de plus seraient finalement favorables, mais sûrement pas cinq ou six degrés, suggère le scientifique.

Si l'espèce venait à décliner, ou si les individus voyaient leur croissance ralentie, cela aurait des répercussions aux étages supérieurs de la chaîne, chez les phoques et les oiseaux, par exemple.

Par ailleurs, les chercheurs scrutent aussi les contaminants dans ce poisson, notamment le mercure, déjà bien présent dans la chaîne alimentaire.

Si des changements climatiques nuisaient à la croissance des individus, qu'il en résultait des poissons plus petits, les prédateurs auraient besoin d'en manger plus et accumuleraient le mercure en plus grande quantité. Ultimement, et par un détour un peu machiavélique, le réchauffement contribuerait donc à accentuer les problèmes de contamination des espèces arctiques.



La mission de trois mois de l'*Amundsen* s'achèvera à la fin d'octobre.

L'homme qui lit le passé dans la boue

■ Robie McDonald est un être fascinant qui lit le passé dans la boue remontée du fond des mers et des lacs.

Voici une idée de ce que cet homme peut faire. En analysant des sédiments récoltés au fond d'un lac de la Colombie-Britannique, il a réussi à prouver que des DDT avaient été utilisés localement au début des années 80, alors que ces produits étaient interdits depuis une dizaine d'années déjà...

Ses travaux sur les contaminants accumulés dans les sédiments, menés en collaboration avec d'autres équipes de recherche, sont d'ailleurs à la base d'une entente internationale qui prévoit le bannissement ou des restrictions sur l'utilisation d'une douzaine de produits dangereux, qu'on désigne depuis ce temps comme la *dirty dozen*.

LE CYCLE DU CARBONE

M. McDonald est un chercheur lié au ministère des Pêches et Océans, et basé en Colombie-Britannique. Sur l'*Amundsen*, il enquête sur le cycle du carbone. Son objectif ultime est de savoir si, au net, la baie d'Hudson est un capteur de carbone, ou un émetteur. La question est fondamentale, puisque le carbone est la composante principale des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique.

Son boulot est de fouiller les sédiments accumulés au fond de la baie d'Hudson, et également ceux qui flottent dans l'eau, charriés par les nombreuses rivières qui s'y jettent.

Son travail ne représente qu'une partie des éléments de l'équation. D'autres équipes sur le navire s'intéressent également au carbone dans la colonne d'eau, dans l'air et dans la biomasse (ou phytoplancton). Ce n'est que lorsqu'elles seront mises ensemble que ces données aideront à tracer le bilan de carbone pour la région.

«Lorsqu'on travaille en environnement, on ne peut pas se concentrer sur un seul point, dit à ce sujet M. McDonald. Il faut toujours avoir conscience qu'il se passe autre chose autour, et en tenir compte. Ceux qui ne le font pas sont dans l'erreur.»

LA BENNE À SÉDIMENTS

Nous avons eu l'occasion de voir M. McDonald à l'œuvre dans l'Arctique. À l'aide du treuil du navire, et aidé par les marins de la Garde côtière, le chercheur a descendu une benne à sédiments dans les fonds marins, à une profondeur de 560 m. Cette benne est en fait une boîte métallique d'environ 50 cm de hauteur munie d'une trappe.

Arrivée au fond, la boîte est enfoncée dans le sol, puis la trappe se ferme, pour être remontée



Robie McDonald recueille, centimètre par centimètre, des échantillons de sédiments marins. Ce travail lui demande de cinq à six heures.

avec son précieux échantillon. Le travail ne fait alors que commencer.

Dans son minuscule labo, avec l'aide de Zou Zou Kuzyk, étudiante diplômée, M. McDonald recueille patiemment, centimètre par centimètre, de minces couches de sédiments. Un travail qui lui prendra cinq ou six heures. «Ceci n'est pas de la boue, nous assure-t-il, c'est vivant. Les traces qui y sont laissées racontent une histoire.»

Ici, toutefois, c'est le travail de terrain, et l'histoire ne sera pas révélée sur le bateau. Chacune des couches récoltées sera analysées dans des laboratoires sur la terre ferme.

VALEUR AJOUTÉE

Comme les autres chercheurs, M. McDonald apprécie la chance de profiter des ressources de l'*Amundsen*, de son équipage et du réseau ArcticNet. «Je ne pourrais jamais faire tout ce boulot si j'étais seul», affirme-t-il.

Par ailleurs, il y a beaucoup de collaboration entre les chercheurs de différentes spécialités. Mais surtout, le simple fait d'être sur le même bateau permet d'échanger facilement. «Même quand il n'y a pas de collaboration directe, nous savons ce que font les autres et nous pouvons en tenir compte. Pour la recherche en général, c'est une valeur ajoutée. Ou du moins, nous l'espérons!»

Savoir interpréter les images venues du ciel

■ Du haut des airs, des satellites surveillent et transmettent des images de l'Arctique et des autres mers du monde. Encore faut-il les interpréter.

C'est le boulot de Pierre Larouche. Sa carrière a commencé par l'océanographie, mais il a bifurqué pour s'intéresser à l'imagerie satellite. Au point où il a consacré, en 1997, une année sabbatique à une maîtrise en télédétection. Il s'intéresse à la couleur de l'eau: «Il y avait tout un champ d'expertise qui s'ouvrait pour interpréter les images du satellite *SeaWiFS*», explique-t-il. Correctement déchiffrées, les images satellites informent sur la quantité de biomasse, sur les courants et sur la remontée d'eau.

C'est ce qui l'amène à ce voyage dans la baie d'Hudson, un grand estuaire dans lequel se jette énormément d'eau douce. «Les eaux estuariennes sont plus complexes au niveau optique que les eaux océaniques.» Dans les océans, il n'y a, somme toute, que de l'eau et du phytoplancton. Dans l'estuaire, il y a en plus des matières dissoutes et des sédiments. Ces deux éléments viennent perturber l'interprétation des images, et si aucune correction n'est faite, la biomasse est surestimée.

Il existe des formules mathématiques pour faire ces corrections, sauf qu'il faut connaître le milieu au départ et savoir de quoi sont composées ces matières. C'est ce que tente de savoir Pierre Larouche.

UN SEAU AU BOUT D'UNE CORDE!

Il utilise pour cela une technologie... enfantine: le seau attaché au bout d'une corde. Pendant que ses confrères attendent la remontée de la rosette pour avoir de l'eau des profondeurs océaniques, lui a besoin de savoir ce que contient l'eau tout juste à la surface. «La rosette est incapable de faire ça à cause des vagues», explique-t-il.

Il n'est pas le seul à faire ce genre de travail. Avant que le *SeaWiFS* puisse être utilisé, des mesures semblables doivent être prises un peu partout dans le monde. «Tout ceci sera centralisé à la NASA, où des gens feront des algorithmes planétaires (pour interpréter les images)», détaille-t-il.

IDENTIFIER LES «BLOOMS»

Les images satellites permettront deux types d'information. Elles pourront d'abord indiquer à quel moment de l'année il y a les *blooms* (ou «poussées de croissance») du phytoplancton. À plus long terme, et avec des observations s'étalant sur quelques années, il sera possible aux chercheurs de discerner les tendances, et de voir si la production de phytoplancton est reliée à un facteur ou à un autre.

Correctement déchiffrées, les images satellites informent sur la quantité de biomasse, sur les courants et sur la remontée d'eau

«En ce qui concerne la baie d'Hudson, nous ne voyons pas encore de tendance dans le milieu hauturier (dans le centre de la baie) probablement parce que l'apport de sels nutritifs est limité», explique-t-il.

En ce qui concerne la côte, où se jettent de nombreuses rivières qui charrient des nutriments c'est une tout autre histoire, et c'est celle que voudrait connaître Pierre Larouche.

RABAIS FIN DE SAISON

SE TERMINE LE 11 OCTOBRE

COBALT de CHEVROLET

187\$
par mois0\$ Comptant
0\$ Dépôt de sécuritéMARLIN
CHEVROLET2145, Jean-Talon Sud,
Sainte-Foy (Québec)

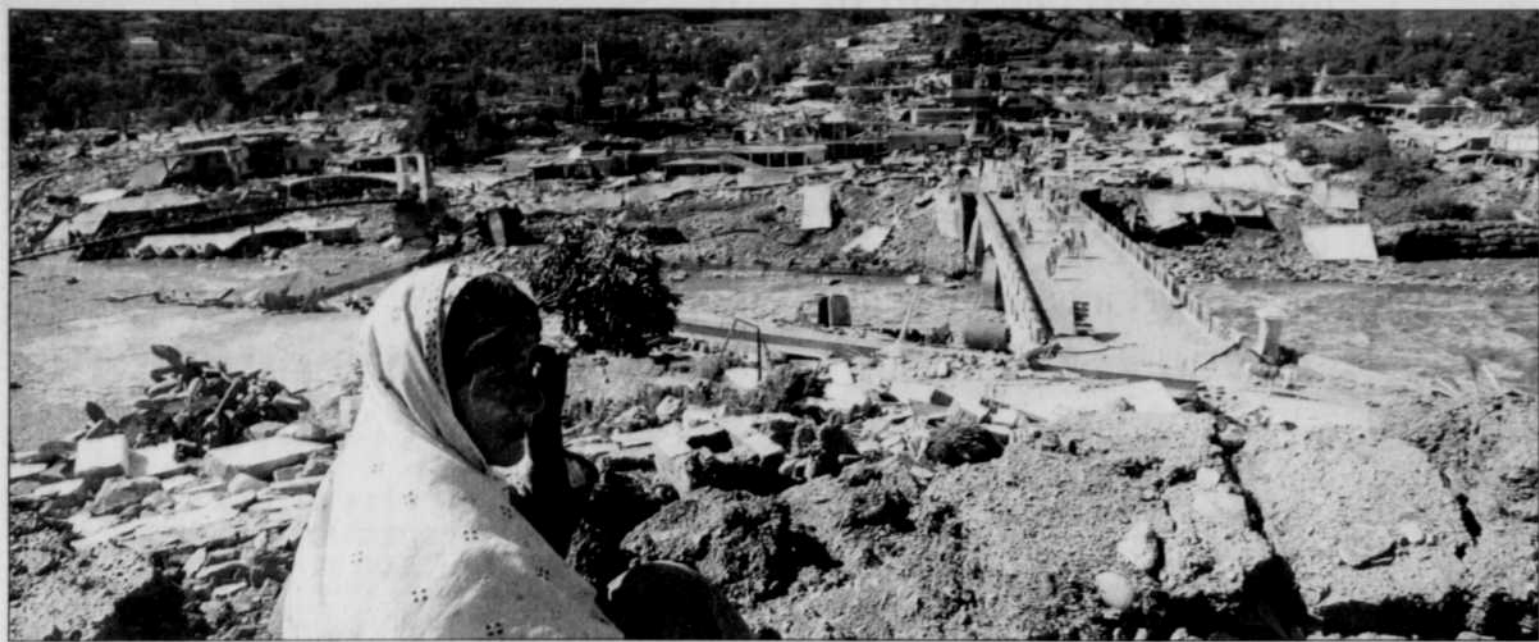
688-1212

OPTRA FAMILIALE de CHEVROLET

222\$
par mois

*Location 48 mois. Transport et préparation inclus. Taxes et RPDM en sus.

www.marlinchev.gmcanada.com



La ville de Balakot, au Pakistan, a été la plus durement touchée. Le tremblement de terre l'a littéralement réduite en ruines.

SÉISME EN ASIE DU SUD

La générosité canadienne de nouveau sollicitée

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

■ Après la tempête tropicale Jeanne à Haïti, le tsunami du sud-est asiatique et les ouragans Katrina et Rita, la générosité des Canadiens est de nouveau sollicitée. En trois jours à peine, la Croix-Rouge canadienne a néanmoins récolté plus de 120 000 \$ pour venir en aide aux victimes du séisme de samedi en Asie du Sud.

Depuis un an, les Canadiens ont donné près de 350 millions \$ à la Croix-Rouge pour aider les victimes de catastrophes naturelles. Et rien n'indique que la générosité canadienne ait atteint ses limites.

Afin de donner l'exemple, Ottawa a finalement décidé hier de bonifier le 300 000 \$ offert initialement par un deuxième don plus substantiel de 20 millions \$.

La ministre fédérale de la Coopération internationale, Aileen Carroll, a rejeté du revers de la main les critiques envers la lenteur de la réaction canadienne. « La première chose à faire est d'effectuer une évaluation, de verser l'argent avec les Nations unies et les autres pays, puis, une fois les résultats de l'évaluation connus, de fournir un montant plus important. »

Présent militairement dans la région grâce à une base militaire à Kaboul, en Afghanistan, le Canada compte envoyer sous peu 21 tonnes de couvertures. Deux transporteurs Hercules seront mobilisés au cours des prochains jours pour transporter le matériel entreposé à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Un porte-parole des forces armées joint par LE SOLEIL a indiqué qu'il était trop tôt pour dire si des soldats présents à Kaboul pourraient être envoyés en renfort au Pakistan, pays voisin.

L'UNICEF a lancé hier un important appel à l'aide internationale, demandant 23,5 millions \$ pour venir en aide aux enfants victimes du séisme. Selon l'organisation internationale, une personne sur cinq dans la zone touchée a moins de cinq ans et près de la moitié, moins de 18 ans.

Une porte-parole explique que la demande d'aide pourrait rapidement être revue à la hausse. « Durant les premiers jours d'une crise, on regarde toujours les choses qu'on a besoin

dans l'immédiat. En ce moment, on ne connaît même pas avec précision le nombre de gens blessés ou morts », explique la directrice générale de la branche québécoise de l'UNICEF, Éveline Guindon.

La Croix-Rouge internationale et OXFAM ont également lancé un appel à l'aide internationale de 11 millions \$ et 7 millions \$ respectivement.

CONTRE-LA-MONTRE

En attendant que la communauté internationale se mobilise, un véritable contre-la-montre s'engage au Pakistan et en Inde. L'arrivée imminente des grands froids menace de faire davantage de victimes parmi les personnes privées d'un toit lors du séisme dévastateur de samedi.

« D'ici trois semaines, les premières neiges vont commencer à tomber. Pour l'instant, notre principal souci est l'approvisionnement en eau et en nourriture », indique une coordonnatrice d'OXFAM pour la région de l'Asie du Sud, Aditi Kapoor, jointe à New Delhi hier. Elle s'appretait à prendre la route pour se rendre aujourd'hui au Cachemire, durement touché par le séisme.

« Déjà maintenant, c'est assez froid la nuit, même si ça va pendant le jour. Nous avons donc un besoin urgent de couvertures pour tous ces gens », poursuit M^{me} Kapoor.

OXFAM, qui distribuera au cours des prochains jours 60 000 tentes, a déjà plusieurs équipes sur le terrain au Pakistan et en Inde. La coordonnatrice estime que son organisme devra venir en aide à 20 000 personnes en Inde et 300 000 au Pakistan.

« Nous devons agir rapidement. Si moins de gens sont morts en Inde lors du séisme, un nombre beaucoup plus grand est devenu sans-abri. » Dans le village d'Uri qui borde la frontière indo-pakistanaise, 80 % des résidences auraient été détruites.

« Nos conditions de travail sont très difficiles parce que les endroits touchés par le tremblement de terre sont plutôt éloignés. Plusieurs des routes pour s'y rendre ont été détruites. »

Avec la Presse canadienne

GUATEMALA

Les recherches sont suspendues

Le bilan s'élève à 652 morts

SANTIAGO ATITLAN, Guatemala (AFP) — Les pompiers guatémaltèques et espagnols qui recherchaient les victimes des glissements de terrain qui ont fait près de 1600 morts ou disparus la semaine dernière à Panabaj et Tzanchaj ont interrompu leurs recherches hier en milieu de journée, a annoncé à l'AFP le porte-parole des secouristes, Mario Cruz.

Les 13 membres de l'équipe espagnole de pompiers de l'ONG Pompiers unis sans frontières ont même quitté leur base de Santiago Atitlan pour se rendre à San Marcos, près de la frontière avec le Mexique, lieu d'un autre glissement de terrain meurtrier, a constaté l'AFP.

Mario Cruz a indiqué qu'il s'agissait d'une « suspension temporaire », puis il a ajouté : « On ne peut pas travailler dans cette zone », faisant notamment référence à la rivière de boue qui a enseveli Panabaj où une seule victime a été découverte au cours des trois derniers jours de recherche.

« Nous attendons la décision du gouvernement pour savoir si on reprend les recherches ou si la zone est déclarée cimetière », a ajouté le porte-parole des pompiers du Guatemala.

Il a par ailleurs annoncé qu'un nouveau-né avait été découvert dans le lac hier matin, portant le bilan pour le seul village de Panabaj à 77 morts dont les cadavres ont été retrouvés et 1400 disparus.

Les
autorités
envisagent
de déclarer
la zone
cimetière

APPEL DE L'ONU

Les Nations unies ont annoncé hier le lancement d'un appel de fonds portant sur 22 millions \$US pour l'aide aux victimes des inondations causées par la tempête Stan, qui ont fait au moins 652 morts au Guatemala sur un total de 770 morts en Amérique centrale.

« L'appel sera lancé aujourd'hui », a déclaré à la presse Edouard Tsui, à la tête du bureau chargé de la coordination des secours humanitaires de New York.

Par ailleurs, une coordinatrice de l'aide d'urgence à l'ONU, Margareta Wahlstrom, se rendra bientôt au Guatemala pour superviser les opérations de secours, a précisé l'ONU.

La plupart des grandes agences des Nations unies, l'UNICEF, l'OMS, le PAM notamment ont apporté leur contribution pour le Guatemala, pays le plus touché par les intempéries en Amérique latine lors du passage de la tempête tropicale Stan.

De fortes pluies font 10 morts aux États-Unis

■ ALSTEAD, New Hampshire — D'incessantes et fortes pluies ont provoqué des inondations de la Caroline du Nord jusqu'au Maine pendant la fin de semaine, forçant des centaines de personnes à évacuer leur domicile, malgré l'état précaire de nombreuses routes. Au moins 10 personnes ont perdu la vie emportées par les flots ou lors d'accidents causés par le mauvais état des voies de circulation. Au New Hampshire, la plus grave inondation est survenue aux alentours de Keene, où les principales routes se trouvaient parfois sous un à deux mètres d'eau. Cette ville était de plus privée d'électricité. Le gouverneur de l'État, John Lynch a déclaré l'état d'urgence et réclamé l'aide de quelque 500 membres de la garde nationale. Étant donné que les prévisions météorologiques annoncent de la pluie pour quelques jours encore sur la région, les autorités ont porté leur attention sur l'état des barrages qui pourraient céder sous la pression des flots. Par ailleurs, un nouvel ouragan a pris naissance dans l'Atlantique. Vince, de force 1, ne menace pas le continent américain. L'ouragan était situé dimanche à environ 860 km au sud-est de l'île de Madère et progressait vers le nord à 10 km/h avec des vents jusqu'à 120 km/h. AP

Résultats		
Tirage du 2005-10-08		
6/6	2	7 359 178,00 \$
5/6+	9	49 826,00 \$
5/6	270	1 372,00 \$
4/6	14 503	48,40 \$
3/6	240 795	10,00 \$
2/6+	154 760	5,00 \$
Ventes totales		23 363 006 \$
Prochain gros lot (approx.)		20 000 000 \$

Résultats		
Tirage du 2005-10-08		
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	12	500,00 \$
4/6	1 091	50,00 \$
3/6	19 566	5,00 \$
Ventes totales		589 536,00 \$

Résultats		
Tirage du 2005-10-08		
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	12	500,00 \$
4/6	1 091	50,00 \$
3/6	19 566	5,00 \$
Ventes totales		589 536,00 \$

Résultats		
Tirage du 2005-10-08		
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	12	500,00 \$
4/6	1 091	50,00 \$
3/6	19 566	5,00 \$
Ventes totales		589 536,00 \$

Développement et Paix
1-888-234-8533
www.devop.org

GROUPE VEGAS AVRIL 06
NOUVEAUX GROUPE PÂQUES DU APRÈS
Vol de Québec - Exclutif
Accompagnateur (Luc Laflamme)
Programme supervisé ou libre
Billet de Céline en option (+ 100\$)
Hôtel Flamingo*** (sur la Strip)
Dép. : 13 avril - 4 nuits 1499\$
Dép. : 20 avril - 6 nuits 1649\$
Dép. : 21 avril - 4 nuits 1399\$

GROUPE EXCLUSIF NOËL
De Québec - Un succès l'an dernier !
(Le côté le plus chaud de Cuba)
Cienfuegos - Rancho Luna F.C.
Un endroit à découvrir - direct sur la plage
Plusieurs excursions en option (\$)
Dép. : 22 déc. 1 sem. : 1149\$ 2 sem. : 1599\$
Dép. : 29 déc. 1 sem. : 1119\$

Prix sujets à changement / prix p.p. en occ. double, taxes incluses / fonds de 0,35% de l'OTC non incl.

Voyage Vasco - Spatial
2252, boul. Bastien, Neuchâtel
Ligne sans frais 1-888-842-3012
Ouvert samedi de 10 h à 16 h
Site exclusif: www.vascospacial.com

CROISIÈRE - RELÂCHE 2006
De Québec - Exclutif
Costa Atlantica - Dép. : 6 mars
Les Caraïbes du Sud (6 escales)
Prix : bus+voiture-croisière : à partir de 1799\$
En option : sem. suppl. à la Romana

GROUPE SUD - JANVIER
De Québec - Exclutif
San Salvador - Dép. : 19 janv.
Royal Decameron*** F.C. 2 sem. : 1749\$
Panama - Dép. : 30 janv.
Royal Decameron*** F.C. 2 sem. : 2129\$

GROUPE SUD - FÉVRIER
De Québec exclusif
Nicaragua - Dép. : 21 févr.
Barcelo Montelmar*** F.C. 2 sem. : 1849\$

HAUSSE DE CARBURANT BIENTÔT
Réservez dès maintenant pour éviter
une hausse de 100¢ de carburant.

LOTTO QUÉBEC
RÉSULTATS
Tirage du 2005-10-08
NUMÉROS: 1949295 500 000 \$
949295 50 000 \$
49295 1 000 \$
9295 100 \$
295 25 \$
95 10 \$

LOTTO QUÉBEC
RÉSULTATS
Tirage du 2005-10-08
NUMÉROS: 1949295 500 000 \$
949295 50 000 \$
49295 1 000 \$
9295 100 \$
295 25 \$
95 10 \$

www.cyberpresse.ca

LOTTO QUÉBEC
RÉSULTATS
Tirage du 2005-10-10
NUMÉROS: 03 08 11 12 13 14 16 20 21 27
29 35 40 41 42 51 56 57 64 68

Liquidation des MPV 2005 à des prix incensés!

2005

Prix de liquidation avec rabais additionnel

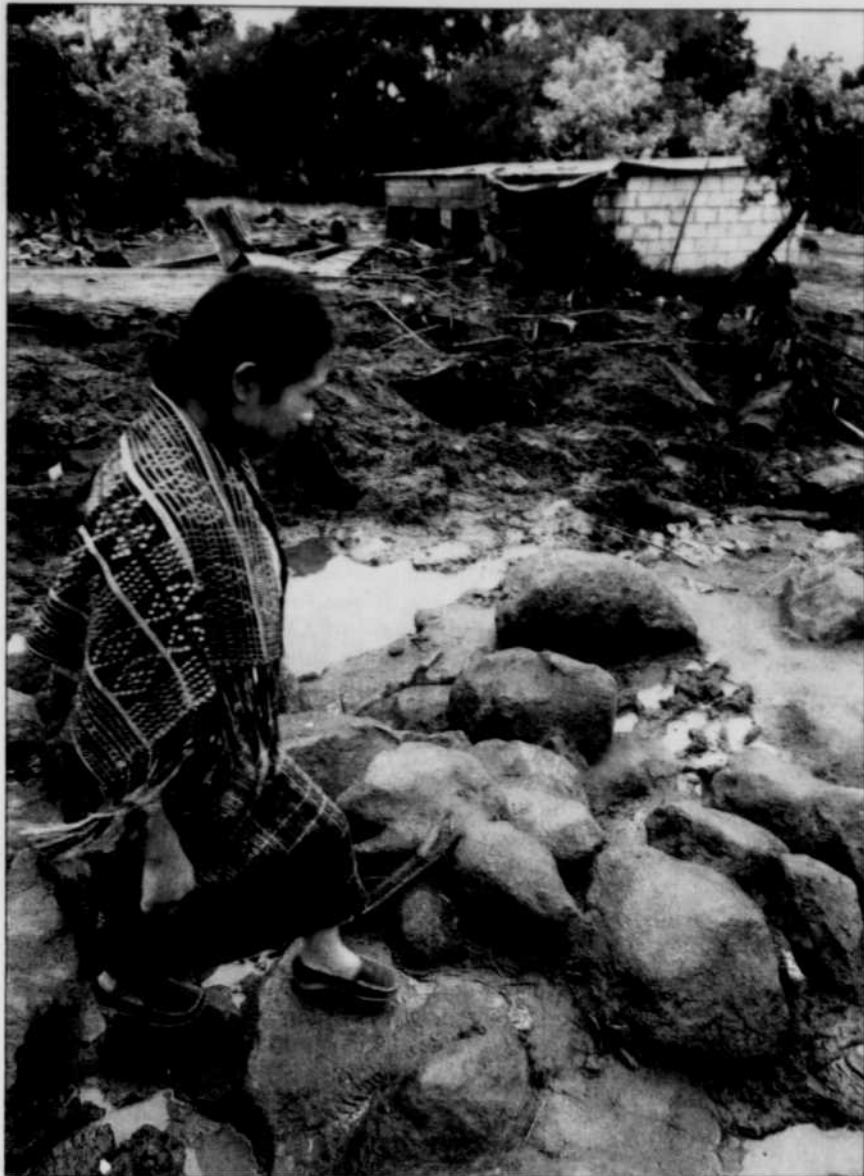
« Faites comme moi, roulez en Mazda... de Lévis Mazda. »
Marcel Leboeuf

Rachat de bail
Peu importe où vous avez loué votre véhicule, nous pouvons racheter votre bail.

Mazda MPV • 60 mois à l'achat ou 60 mois en location
0%
ou
3 500\$ de rabais

Bien équipée avec plus de 60 caractéristiques de série.

À seulement 10 minutes des ponts.
Service ouverts jusqu'à 1h30
5095, Louis-H.-Lafontaine, Lévis (à côté du Wal-Mart)
(418) 837-8897



Une femme passait hier devant une maison qui a été ensevelie par les glissements de terrain meurtriers à Panabaj, au Guatemala, à la suite du passage de Stan.

Des Québécois au secours du Guatemala

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

Un groupe de coopérants internationaux québécois se porte au secours des victimes de l'ouragan Stan qui a récemment frappé le Guatemala. Les membres du Centre Amistad Solidarité internationale de la région de l'Amiante (CASIRA) s'apprentent à distribuer des vêtements dans les zones sinistrées lorsqu'elles seront accessibles.

« Pour l'instant, on ne peut pas sortir de la ville parce que les routes sont bloquées, mais notre intention est de nous y rendre le plus tôt possible. Dès que la route s'ouvre, on y va, soit probablement en fin de semaine prochaine », évalue le responsable du CASIRA, le père Roger Fortin.

L'organisme a été épargné par Stan, ses bureaux étant situés à Mixco, en banlieue de la capitale, Guatemala City. « On a tout de même eu six jours de pluie, ce qui est du jamais vu ici », raconte celui que les résidents locaux appellent Padre Fortin. D'ailleurs, aucun des centres communautaires, garderies et orphelinats bâtis grâce à son organisme n'a été affecté par l'ouragan.

Cette année, le CASIRA attend 300 Québécois pour bâtir différentes infrastructures partout au Guatemala. Leur aide sera particulièrement la

bienvenue alors que le pays se remet à peine de l'ouragan.

Chaque coopérant doit apporter avec lui une valise pleine de vêtements pour les plus démunis du Guatemala. Ce sont justement ces dons qui serviront à aider les Guatémaltèques durement touchés par Stan.

Heureux hasard, le CASIRA attendait déjà trois conteneurs de divers objets. Une partie de cette cargaison attendue pour le 19 octobre sera dirigée vers la région du lac Atitlan, à l'ouest de la capitale. Deux villages de cette zone ont été carrément rayés de la carte après avoir été ensevelis sous la boue.

Roger Fortin s'est dit fortement touché par la solidarité entre les différentes organisations déjà sur place pour aider les sinistrés. « Elles se mettent ensemble pour solliciter l'aide et la distribuer. » Originaire de Lac-Etchemin, le missionnaire de 66 ans œuvre au Guatemala depuis sept ans maintenant, après avoir passé 11 ans au Paraguay.

Depuis son implantation au Guatemala il y a sept ans, le CASIRA a accueilli plus d'un millier de coopérants québécois. « Il y a de la demande. C'est encourageant de voir que les Québécois s'intéressent autant à l'aide internationale », se réjouit Roger Fortin.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Plusieurs projets en vue pour les personnes âgées

Un rapport met la table pour une vaste offensive

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ Québec a commandé une étude sur les avantages pour l'État et le privé de s'associer pour construire ou rénover massivement les édifices hébergeant les personnes âgées. La propriété des immeubles, les coûts financiers et le sort des employés syndiqués sont à l'examen.

Ces informations proviennent d'une demande d'accès à l'information auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux. Elles confirment que le gouvernement Charest conserve l'idée de lancer des partenariats public-privé (PPP) dans le domaine de la santé.

Selon les renseignements obtenus par LE SOLEIL, la firme de consultants Guy Choinière et associés a été embauchée, en novembre 2004, pour se pencher sur « la modernisation des places d'hébergement et de soins de longue durée ».

Une des missions consiste à savoir si le recours aux partenariats public-privé est plus avantageux que les méthodes conventionnelles de construction ou de rénovation.

Les « options pour l'octroi de contrats » comportent des exemples démontrant l'envergure possible de l'opération. Doit-on

□ « confier une « vague » entière de projets à un seul grand consortium ;

□ procéder à un nombre limité d'appels de propositions par tranches de plus ou moins 1000 places ;

□ ou octroyer (les contrats) projet par projet ?

Les autorités gouvernementales ont refusé de transmettre certains éléments entourant ce dossier. Guy Choinière et associés a remis un rapport que le ministère refuse de divulguer. Le nom des firmes qu'il a rencontrées



L'État songe à s'associer au privé pour construire ou rénover les édifices abritant des personnes âgées.

est aussi tenu secret.

L'étude que signe le consultant s'appelle *Construction du nouveau CHSLD (Centre hospitalier de soins de longue durée) de la MRC Champlain à Saint-Lambert*. Le mandat, lui, suggère un examen de pistes valables à large échelle.

La demande d'accès à l'information révèle que le ministère ne possède aucun document donnant une vue d'ensemble sur l'état de vétusté des centres. Le personnel du ministre de la Santé Philippe Couillard a cependant affirmé que les directions régionales disposent, elles, d'un portrait des lieux.

Le mandat confié au consultant précise qu'il lui faut plancher sur « la modernisation de 3000 à 5000 places en

partenariat avec le privé ». Dans sa réponse au SOLEIL, le ministère précise qu'une « entente verbale » est intervenue pour restreindre l'envergure de l'examen. Le nouveau mandat n'a pas été dévoilé.

QUESTION DE SOUS ET DE SYNDICATS

Guy Choinière et associés doit tirer au clair quelques questions litigieuses. La formule des PPP « impliquerait un transfert de la propriété publique actuelle », lui rappelle-t-on. Il faut « approfondir les implications juridiques importantes que soulèverait un tel transfert ».

Autre point délicat, la firme de consultants doit se pencher « sur le respect des conventions collectives et des plans de retraite » des employés œuvrant dans les établissements.

Il faut préciser, énonce une annexe du contrat, si la délégation de pouvoirs au secteur privé doit « porter sur l'ensemble des services ou se limiter aux seuls services non cliniques ».

La Grande-Bretagne représente un modèle pour le gouvernement Charest en matière de PPP. Là-bas, des partenariats ont servi à bâtir des centaines d'établissements publics, des hôpitaux, des écoles et des centres d'accueil. Le débat n'est pas terminé sur les avantages qu'a pu en retirer l'État. L'étude commandée doit « comparer les avantages et inconvénients pour le gouvernement et la population ». Elle doit faire « ressortir les erreurs à éviter et les conditions de réussite » pour les PPP.

Sur le strict plan financier, le rapport devra jauger les épargnes potentielles pour l'État. Il devra mettre en parallèle les coûts de construction réputés moindres du privé avec le fait que le gouvernement emprunte ses fonds à un taux d'intérêt plus bas.

Selon l'Accès à l'information, le contrat décroché par Guy Choinière et associés est de l'ordre de 230 000 \$.

Malgré son silence, Québec assure que les PPP ne sont pas morts

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

Le gouvernement Charest a pratiquement fait le silence radio autour des partenariats public-privé. Le rapport qu'a commandé le ministère de la Santé pour moderniser les centres d'accueil prouve que le concept des PPP demeure à l'ordre du jour.

« Le dossier n'est pas mort », a répondu Cathy Rouleau, l'attachée de presse du ministre de la Santé Philippe Couillard. À partir du moment où un consultant s'est fait confier la tâche d'examiner le recours aux partenariats, le ministre reviendra sur le sujet, a-t-elle dit en substance.

Mercredi, M. Couillard a annoncé qu'il n'aura pas recours à un tel parte-

nariat pour construire au coût de 21 millions \$ la résidence Saint-Charles, à Québec, un établissement qui aura 128 lits.

« Saint-Charles ne fait qu'illustrer que nous ne sommes pas dogmatiques, a repris la porte-parole. Si c'est avantageux (de recourir à un PPP), nous le ferons. Nous gérons des fonds publics.

« Le ministre a toujours indiqué que (les PPP), ce n'est pas une panacée ou une catastrophe en soi, a-t-elle tenu à nuancer. Dire si c'est bon ou si ça ne l'est pas, c'est pour cela qu'on poursuit les études. »

En mai 2004, la ministre Monique Jérôme-Forget (Conseil du trésor) a annoncé en grande pompe son intention de recourir à des PPP pour construire

routes, prison et hospices. Cette déclaration est restée presque sans écho dans les projets que parrainent les ministères.

Ces derniers jours, plusieurs membres d'entreprises privées intéressées par le concept n'ont pas caché leur pessimisme face au dossier. « Les prisons (en PPP), oubliez ça », a commenté une source en faisant référence à une déclaration du ministre de la Sécurité publique Jacques Dupuis.

« Il ne se passe rien, rien, rien en santé. Le seul projet qui va se faire, a-t-elle prédit, c'est le pont de l'autoroute 25. À cause des pressions du maire Gilles Vaillancourt. Autrement, pour les firmes de consultants, les PPP ont été exécutés politiquement. »

Mettez la main sur une 2005 avant qu'il ne soit trop tard.



Modèle Aero présenté

Saab 92X Sport à hayon 2005

23 658\$* | Louez à 229\$*
Prix d'achat | /mois pendant 36 mois
4 950 \$ comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle Arc présenté

Saab 93 cabriolet 2005

49 511\$* | QUANTITÉS LIMITÉES
Prix d'achat



Modèle Aero présenté

Saab 93 berline sport 2005

32 683\$* | Louez à 299\$*
Prix d'achat | /mois pendant 39 mois
5 299 \$ comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle Aero présenté

Saab 95 berline 2005

Groupe Premium sans frais inclus (valeur de 2 000 \$)*

39 016\$* | Louez à 440\$*
Prix d'achat | /mois pendant 48 mois
4 930 \$ comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



saabcanada.com

Ce que vous devez savoir : * Manuaires basées sur la location pendant 36/39/48 mois d'une Saab 92X Linear Sport à hayon / d'une Saab 93 berline sport Linear / d'une Saab 95 berline Arc 2005 avec acompte de 4 900\$/2995\$/4 930\$. Saab annule le dépôt de sécurité. L'obligation de location est de 12 768\$/17 519\$/14 568\$. Les taxes de vente sont de 20 000 \$, les frais de 0,12 \$ par kilomètre excédentaire. D'autres options de location sont offertes : * La transport (1 130 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la TPS, la TVQ, les frais d'immatriculation, la préparation à la route, les frais d'administration, d'enregistrement, les frais associés à l'inscription au RDPRM, les droits, le dépôt de sécurité (le cas échéant), l'assurance et l'équipement optionnel sont en sus. * Le Groupe Premium sans frais d'une valeur de 2000 \$ comprend : sièges chauffants à l'avant et à l'arrière, toit ouvrant, sièges électriques à l'avant et arrière, système stéréo prestige de 200W. Les détaillants peuvent vendre à prix moindre. * Les offres s'appliquent aux clients de détail et sont réservées aux clients de détail et de parc admissibles. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. Les modèles 2005 sont offerts en quantités limitées. Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinées avec d'autres offres. Excluant les véhicules 2006. Pour plus d'information sur les conditions et détails de ces offres, visitez saabcanada.com ou composez le 1 888 888-SAAB.

Saturn Saab de Lévis
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Saab de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Une cure de jeunesse pour le Petit Champlain

L'escalier Casse-Cou sera remis à neuf et les filets de protection de la falaise renforcés

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

■ D'importants travaux perturberont la tranquillité du quartier Petit Champlain au cours des deux prochains mois. L'escalier Casse-Cou sera remis à neuf, alors que des travaux de solidification de la falaise seront entrepris aujourd'hui.

Depuis trois ans, les ingénieurs de la Ville suggéraient de refaire le lien entre la côte de la Montagne et la rue du Petit Champlain. On espère ainsi éviter que l'escalier Casse-Cou ne porte tristement son nom.

Sa construction remonte à 1968 et des signes évidents de vieillesse sont apparus ces dernières années. Le sel utilisé en hiver pour éviter que les passants ne tombent aurait sérieusement attaqué sa structure. «Plusieurs problèmes structurels ont été identifiés et il fallait tout reconstruire», indique le conseiller municipal dans Samuel-De Champlain et maire suppléant, Jacques Joli-Coeur.

La Ville avait planifié faire au printemps les travaux évalués à 575 000 \$ qui devraient prendre fin en décembre. Après consultation avec les commerçants et résidents du secteur, elle a repoussé son échéancier à cet au-

tomne afin de ne pas nuire à la saison touristique. «Il n'y a jamais de temps parfait pour ce genre de travaux, mais on s'est dit qu'après l'Action de grâce était le "moins mauvais moment"», explique M. Joli-Coeur.

Les deux restaurants dont l'accès donne sur l'escalier Casse-Cou devront fermer leurs portes le temps des travaux. Les propriétaires recevront une compensation financière de la Ville. «C'est normal parce que ce sont des travaux qu'on fait», dit Jacques Joli-Coeur, qui n'était pas en mesure hier de préciser quel montant leur serait accordé.

Afin de prolonger la vie utile du futur escalier Casse-Cou, la Ville entend utiliser moins de sel en hiver. De plus, les matériaux utilisés devraient mieux imperméabiliser le béton qui sera coulé, ce qui devrait permettre de conser-



La construction de l'escalier Casse-Cou remonte à 1968 et des signes évidents de vieillesse sont apparus ces dernières années.

ver la structure pendant une cinquantaine d'années.

PAROI ROCHEUSE

La Coopérative des artisans et commerçants du quartier Petit Champlain profite également de l'accalmie touristique pour renforcer la falaise qui surplombe l'artère commerciale.

Une clôture a été déployée en juin pour protéger les immeubles, mais

elle n'a pas été jugée suffisante pour éviter totalement les dommages. «Quand on l'a mis, on s'est rendu compte qu'on aurait besoin d'un plus grand filet de haut en bas», explique la directrice générale de la Coopérative, Marie-Louise Pineault.

Un dizaine de filets métalliques sera donc fixée à la paroi rocheuse pour prévenir la chute de pierres. Aujourd'hui, entre 11 h et midi, un hélicoptère procédera à quelques manœuvres afin d'amener la foreuse nécessaire aux travaux. Les filets seront transportés vendredi entre 9 h et 11 h. Chacun pèse 650 livres. Lorsqu'ils seront

assemblés, les filets formeront une protection de 15 mètres sur 30 mètres au-dessus du quartier touristique.

Ces travaux devraient prendre environ deux semaines et entraîner quelques inconvénients aux résidents du secteur. «Il va y avoir le bruit du forage et un peu de poussière», prévient M^{me} Pineault.

La circulation sur le boulevard Champlain ne sera toutefois pas interrompue. Seule la voie de droite et l'accotement seront fermés sur une distance de 100 mètres. Transports Québec invite donc les automobilistes à redoubler de prudence à l'approche du chantier.

OCTOBRE

Prenez votre part des

50,000\$

DE RABAIS



Quantité : 13

MPV GX

279\$*

Par mois location 60 mois
Comptant de 2,595\$

Ou

0% de financement*

à l'achat jusqu'à 60 mois

À LIQUIDER

3 démonstrateurs MPV GX

Groupe électrique, air climatisé, régulateur de vitesse, roues en alliage et beaucoup plus

- 1 gris, 13,000 km
- 1 bleu, 12,000 km
- 1 champagne, 15,000 km

MAZDA CHATEL

28 ans

4601, boul. des Galeries, Québec
voisin des Galeries de la Capitale

627-4601

www.mazdachatel.com

À VOUS JOUER



mazda

www.mazda.ca

VENTES, PIÈCES et SERVICE ouvert du lundi au vendredi jusqu'à 21h.

Au Cœur de la Capitale

* Taxes en sus. * Financement par la Banque Scotia, sur approbation du crédit. Photos à titre indicatif. Détails sur place.

LUCIA



Collection
jaune et noire

Danielle Morali

Place Ste-Foy 656-9141

✓ 30 ans d'expérience ✓ 9 conseillères en mode ✓ 2 couturières à votre service



Une clôture a été déployée en juin pour protéger les immeubles, mais elle n'a pas été jugée suffisante pour éviter totalement les dommages.

CSSS QUÉBEC-SUD

Encore un changement de nom

■ Vous êtes perdus dans l'univers des fusions d'établissements de santé de la région de Québec. Eh bien, un d'entre eux a encore changé de nom... Le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) Québec-Sud — qui regroupait les CLSC et centres d'hébergement du sud de la ville — est décédé. Il a été remplacé par le Centre de santé et de services sociaux de la Vieille Capitale. **Baptiste Ricard-Châtelain**

exclusivement déco

PLACE DE LA CITÉ
exclusivement votre



LA CAPITALE ET SES RÉGIONS



Michèle Roy à la limite du lopin dont sa famille était propriétaire

RÉFORME CADASTRALE À SAINT-JEAN-CHRYSTOSTOME

Leur lot vendu à la suite d'une erreur...

Les Roy-Larochelle devront payer jusqu'à 10 000 \$ pour faire rétablir leurs droits

MARC LESTAGE
MLeitage@lesoleil.com

■ Des cultivateurs de Saint-Jean-Christostome, Michèle Roy et son conjoint Yves Larochelle, ne savent plus à quel « J.E. » se vouer.

Un petit lopin de terre de 58 arpents qu'ils ont acheté en 1998 et qu'ils cultivent depuis vient d'être vendu par leur voisin à un troisième contribuable, à la suite d'une erreur cadastrale survenue lors de la réforme du cadastre dans ce secteur.

Les responsables de la réforme ont reconnu leur erreur. La correction a été apportée. Un des documents officiels étalés sur la table de cuisine de la maison de ferme du couple Roy-Larochelle, lors de notre visite, en fait foi.

« Mais le lot en question n'est plus à notre nom », déplore M^{me} Roy. « Nous ne pouvons pas intervenir dans la vente parce que nous sommes considérés comme un tiers. Il semble que notre seul recours afin de récupérer nos titres est de présenter une requête à la Cour supérieure, ce qui risque de coûter plus de 10 000 \$ », constate l'expropriétaire.

DEPUIS 1898

Michèle Roy et Yves Larochelle sont de la troisième génération des Larochelle, depuis 1898, à exploiter la terre ancestrale du rang Bélair Est.

Il s'agissait d'une ferme laitière lors de l'achat par les Roy-Larochelle, en 1977. L'exploitation a été convertie pour l'élevage du bœuf. Le troupeau actuel est de 100 têtes. Au fil des ans, ces cultivateurs ont acheté des morceaux de terre, dans le secteur, afin de produire une plus grande proportion de l'alimentation de leur bétail.

C'est pour cette raison que M^{me} Roy a acheté une bande de terrain de 175 mètres de largeur sur un kilomètre, en bordure de l'aéroport de Saint-Jean-Christostome. « C'est un bon morceau de terre, qui nous a donné presque 5000 balles de foin cet été. »

Les Roy-Larochelle n'ont jamais été empêchés de cultiver leur lopin de terre. C'est quand ils ont demandé à un arpenteur-géomètre d'établir un plan du bornage de leur lot qu'ils ont appris « qu'ils n'étaient plus propriétaires, selon le registre du cadastre ».

Il n'a pas été difficile de découvrir d'où provenait l'erreur. Lors de la réforme, une simple erreur cadastrale a

attribué le mauvais numéro à leur lopin. Le numéro du lot voisin... qui a été vendu entre-temps.

Prévenus, les arpenteurs mandatés par le gouvernement pour exécuter la réforme ont rapidement corrigé leur erreur. En ce qui concerne les titres de propriétés, le problème subsiste. Selon le registre officiel, le couple de personnes âgées qui croyait avoir vendu un petit lopin de moins de cinq arpents voisin du lot, pour environ 7000 \$, est toujours légalement propriétaire de son terrain.

Pour la bonne raison que le numéro de lot apparaissant sur leur contrat de vente n'est pas le bon. Résultat : les Roy-Larochelle ne sont plus considérés comme propriétaires...

« PAS UNE FAUTE PROFESSIONNELLE »

Une plainte a été formulée à l'Ordre des notaires. La décision ne s'est pas fait attendre. On y lit en toutes lettres « qu'une erreur ou une omission ne constituent pas une faute professionnelle ». Dans sa décision, le syndic de l'ordre ajoute à l'intention de M^{me} Roy, qui se demandait comment obtenir justice, « qu'il n'est pas dans son mandat de donner des avis juridiques ». Le représentant de l'Ordre réfère la plaignante à un notaire de pratique privée ou un avocat qui sauront la guider dans les démarches permettant de faire rétablir ses droits.

M^{me} Roy a aussi appris qu'en pareil cas, il est inutile d'aller frapper à la porte du protecteur du citoyen de la province. « On m'a dit que la responsabilité du gouvernement n'était pas engagée à la suite de cette erreur. Le mandat avait été confié à une maison d'arpenteurs-géomètres. C'est à eux seulement que je dois demander des comptes », résume M^{me} Roy. « Bonjour les PPP ? »

Entre-temps, les cultivateurs continuent d'exploiter le lopin. Personne, en fait, ne conteste leur droit.

« Pourtant, il faudra bien un jour ou l'autre que notre titre de propriété soit clairement établi », conclut M^{me} Roy.

Une démarche, lui a-t-on dit, qui risque de coûter jusqu'à 10 000 \$.

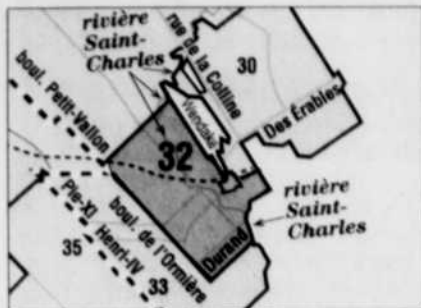
ÉLECTIONS MUNICIPALES

District 32

ARRONDISSEMENT HAUTE-SAINT-CHARLES

LORETTEVILLE

■ En 2001, le candidat du Renouveau municipal Serge Genest s'était fait coiffer de justesse — 230 voix d'écart — par son adversaire de l'Action civique, Denis Giguère. Ce dernier s'étant retiré, M. Genest, qui fut conseiller dans l'ex-Loretteville entre 1993 et 1997 et candidat maire cette dernière année, tente maintenant de se reprendre.



Pour son rival de Vision Québec, Raymond Chartré, il s'agit d'une première campagne électorale, mais il a reçu l'appui officiel du conseiller sortant, Denis Giguère. Mentionnons que le candidat de l'Action civique, Robert Martel, avait très bien fait au dernier scrutin. Se présentant alors comme indépendant, il avait raflé 1765 (28%) des 6309 voix exprimées. Jean-François Clûche

Les candidats

RENOUVEAU MUNICIPAL DE QUÉBEC

SERGE GENEST
55 ans

Entrepreneur électricien

□ Problème principal :

le déclin de la rue Racine

□ Sa solution :

« Depuis les années 60, cette rue a changé de vocation. Avant ça, à Loretteville, c'était LA place. Il y avait beaucoup de commerces de détail, mais ça a nettement décliné avec l'arrivée des centres d'achats. C'est certain qu'on ne parviendra jamais à attirer quatre magasins de chaussures. Ce que je veux attirer, ce sont plutôt des commerces de services, comme des restaurants, des cafés. Peut-être aussi qu'on peut attirer une partie des touristes qui se rendent à Wendake. (...) Ce que je peux faire pour ça, comme conseiller municipal, c'est de travailler avec le milieu et avec le centre local de développement pour supporter ce que font ces gens-là, par exemple en tentant de faciliter l'obtention de permis, de voir si le commerçant a droit à des programmes de subvention, etc. »

INDÉPENDANT

RAYMOND DION
53 ans

Importateur-distributeur

□ Problème principal :

le déclin de la rue Racine

□ Sa solution :

« Le principal dossier, c'est la revitalisation du centre-ville de Loretteville, surtout la rue Racine, à laquelle il faut redonner sa vie et son ambiance d'avant. Pour débiter, il faut commencer par rénover les façades des commerces. La Ville a d'ailleurs un programme pour ça dont on pourrait se servir. Il faut aussi utiliser la chute Kabir-Kouba pour développer le récréotouristique et pour créer de l'activité. Comme président de la Corporation de la Chute, j'ai été lié à la construction du belvédère et au dossier de la scène permanente. Une autre bonne idée serait de faire un lien cyclable entre le parc de la chute et la piste des Cheminots. »

VISION QUÉBEC

RAYMOND CHARTRE
60 ans

Administrateur

□ Problème principal :

la sécurité routière

□ Sa solution :

« Il y a plusieurs voitures sur l'Orme qui se servent de rues résidentielles comme raccourci. C'est particulièrement grave dans des rues comme Saint-Maurice et Saint-Antoine. La semaine dernière, en faisant du porte-à-porte sur Saint-Maurice, j'avais peur de me promener dans la rue. Et pourtant, ça devrait être sécuritaire, puisque c'est une petite rue résidentielle. Le trafic est rapide sans bon sens. Et il y a de plus en plus de jeunes familles dans le secteur. (...) Des résidents m'ont dit que le seul moyen qu'ils ont trouvé pour ralentir la circulation, c'est de lancer un ballon dans la rue pour faire croire aux automobilistes que des enfants vont traverser. (...) Il faudrait soit installer des dos d'âne, soit mettre des arrêts obligatoires. »

ACTION CIVIQUE DE QUÉBEC

ROBERT MARTEL
57 ans

Professeur au secondaire

□ Problème principal :

la fierté civique

□ Sa solution :

« J'ai l'avantage d'être enseignant, ce qui me fait rencontrer beaucoup de parents. Je m'aperçois de cette façon qu'il y a beaucoup de nouveaux arrivants à Loretteville, des nouvelles familles qui apprécient le secteur pour diverses raisons, mais qui ne se sentent pas appartenir au quartier. (...) C'est très important de travailler sur le rapprochement des gens et des générations pour créer ce sentiment d'appartenance, cette fierté civique. Il faut la provoquer en créant des événements. Pour ça, on a des petits parcs, mais qui manquent de mobilier urbain. Il faudra les moderniser, et quand ce sera plus attirant, les gens pourront s'y rencontrer. »

Citation du jour

Complétez la phrase suivante :
Marc Bellemare est...
« un profiteuse ».
— Andrée Boucher

Andrée Boucher est...
« dépassée ».
— Claude Larose

— ANDRÉE P. BOUCHER
ET CLAUDE LAROSE
lors d'un quiz à l'émission
Larocque-Auger, à TVA, dimanche

Horaire des chefs



□ Claude Larose

11h30
Débat sur les enjeux internationaux, au Château Frontenac
14h15
Visite à la Villa Pointe-Sainte-Foy
15h
Visite des commerçants de Saint-Sacrement

□ Marc Bellemare

11h30
Débat sur les enjeux internationaux au Château Frontenac

□ P.-Michel Bouchard

10h
Porte-à-porte dans Saint-Sacrement avec Petra V. Pelletier
11h30 à 13h30
Obligations professionnelles (absence au débat)
17h30
Cocktail de présentation du programme, au Cosmos de Sainte-Foy

Erratum

■ Voici la présentation de la candidate indépendante Christiane Bois, qui ne figurait pas dans le portrait du district de la Cité universitaire, publié dimanche. Toutes nos excuses.

INDÉPENDANTE

CHRISTIANE BOIS
56 ans

Spécialiste en relations publiques

□ Problème principal :

le fossé entre le citoyen et le conseiller municipal

□ Sa solution :

« Les gens me disent souvent qu'ils voient le conseiller municipal en période électorale et qu'après, ils n'ont plus de nouvelles. Je veux changer ça en organisant entre l'élu et les citoyens des soirées d'échange, quatre fois par année, soit une par paroisse. C'est gênant et c'est compliqué pour les gens d'aller au conseil municipal. Avec ces rencontres, je veux m'approcher des gens pour connaître leurs dossiers locaux et démocratiser la fonction de conseiller municipal. »



Demain : le district n° 33, Des Châtelains, dans l'arrondissement de La Haute-Saint-Charles

INONDATIONS DU 26 SEPTEMBRE

La Ville doit payer maintenant, dit Marc Bellemare

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ La Ville de Québec doit indemniser elle-même et dès maintenant les victimes des inondations du 26 septembre, quitte à se faire rembourser après, dit le chef de Vision Québec, Marc Bellemare.

Le candidat à la mairie convient que c'est le ministère de la Sécurité publique du Québec qui, par son décret, a la responsabilité d'indemniser les sinistrés.

Mais les gens des Saules, de Val-Bélair et de

L'Ancienne-Lorette durement touchés par les inondations ont besoin d'une aide immédiate, affirme Marc Bellemare.

« Leurs fournaises ne fonctionnent pas, les chauffe-eau non plus, la Ville doit les supporter, d'autant plus que les inondations relèvent de son incurie, estime le chef de Vision Québec. S'il y avait un séisme ou une autre catastrophe naturelle, elle prendrait des mesures. La deuxième plus grande ville au Québec peut prendre des initiatives. »

INDEMNISER D'ABORD

Selon Marc Bellemare, la Ville pourrait indemniser les sinistrés, sur présentation de factures, quitte à être remboursée lorsque les che-

ques du gouvernement provincial et des assureurs seront arrivés.

Comme l'ACQ avant lui, le chef de Vision Québec s'engage, s'il prend le pouvoir, à faire les travaux qui s'imposent dès le lendemain de l'élection. Il n'est toutefois pas en mesure de préciser quels travaux d'infrastructures doivent être faits.

Le chef de Vision Québec trouve aussi complètement aberrant qu'on refuse à certains résidents des permis pour surélever leur terrain, ce qui leur permettrait de limiter les dégâts en cas d'inondation.

Depuis quelques années, la Ville a comme règle de n'autoriser aucun permis de construction dans les zones inondables.



ARCHIVES LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Pour le chef de Vision Québec, les sinistrés des inondations ont besoin d'aide immédiatement.



Soleil, sable et de chaudes aubaines.

RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE
CUBA
À partir de

799 \$
1 semaine
tout compris
Les taxes et les frais sont inclus

PAS DISPONIBLE CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES


**Vol direct à
partir de Québec**

**Par disponible chez
votre agent de voyages**

Go Travel Direct est devenue la plus grande compagnie de vente directe de forfaits vacances au Canada en éliminant l'intermédiaire, vous faisant ainsi épargner les frais facturés par l'agent de voyages et en vous refilant directement les économies réalisées. Nos forfaits vacances sont disponibles seulement chez Go Travel Direct. Alors personne entre vous, le soleil et d'incroyables économies.

Les meilleur prix, garanti*

Chez Go Travel Direct, nous n'affirmons pas seulement offrir les forfaits vacances aux meilleur prix, nous le garantissons. Si vous trouvez un forfait vacances identique à meilleur prix chez l'un de nos concurrents, nous vous accorderons le même prix et en plus donnerons 100 \$ en argent de poche à chaque adulte de votre groupe. Garanti !



1.866.749.3344
GoTravelDirect.com

* Garantie valide jusqu'au 30 novembre 2005.
Les prix sont par personne basée sur une occupation double. Les prix peuvent changer en fonction de la disponibilité. Les prix sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 14 octobre 2005. Les taxes et les frais sont inclus. Forfait inclut vols, l'hôtel, repas, boissons et transferts. Go Travel Direct est titulaire d'un permis de Québec. Vols sur les ailes de Zoom Airlines.
Contribution au fonds d'indemnisation de \$3.50 par tranche de mille dollars en supplément.

LE QUÉBEC ET LE CANADA

TEMPS D'ATTENTE EN SANTÉ

Les normes de référence nationales devront attendre

Les experts chargés de les définir sont dans l'impasse

DENNIS BUECKERT
Presse canadienne

OTTAWA — Un an après la conclusion de la conférence nationale sur la santé, les spécialistes chargés de déterminer, comme promis, des normes de référence pour les listes d'attente sont dans l'impasse.

Ces normes de référence constituaient un élément crucial de l'accord conclu entre le premier ministre Paul Martin et les provinces, accord qui était présenté comme un moyen de guérir les maux du système de santé grâce à l'injection de 41 milliards \$ en 10 ans.

« Des normes de référence sur les délais d'attente médicalement acceptables pour des traitements du cancer,

du cœur, pour les procédures d'imagerie diagnostique, la pose de prothèses et la restauration de la vue seront en place d'ici le 31 décembre 2005 », stipulait explicitement un communiqué de presse fédéral-provincial diffusé à l'époque.

Or, l'expert fédéral sur la question, Brian Postl, affirme que cette idée de créer des centaines de normes de référence n'est pas réaliste, parce qu'il n'existe pas de données scientifiques sur lesquelles se baser pour les définir.

Le délai de la fin de l'année est également remis en question. M. Postl suggère d'ailleurs que la date du 31 décembre soit plutôt considérée comme le début d'un processus beaucoup plus long.

Il dit espérer que des organismes

comme les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) puissent contribuer à convertir la notion d'accès aux soins médicaux en un concept basé sur des données scientifiques.

Selon M. Postl, les provinces travaillent maintenant sur des « objectifs

Ils suggèrent même que la date limite devienne le début d'un long processus

d'accès » aux divers types de soins médicaux, qui représenteraient des choix sociaux et pourraient varier d'une province à l'autre.

Il a décrit une norme de référence comme la limite de temps qui, si elle

était dépassée, entraînerait des effets indésirables pour la santé. Par comparaison, un objectif d'accès constituerait une hypothèse non scientifique sur ce que pourrait être un délai d'attente raisonnable.

Les défenseurs du régime d'assurance-maladie étaient satisfaits de l'accord de l'an dernier: munis d'informations sur les normes en matière de délais d'attente, les patients des provinces moins performantes pourraient désormais exiger l'égalité avec les résidents de provinces plus efficaces, voire aller devant les tribunaux en invoquant la Charte des droits.

C'est exactement la raison pour laquelle les provinces craignent les normes de référence, selon une partisane

du régime de santé. Ruth Collins-Nakai, présidente de l'Association médicale canadienne, estime que les provinces moins favorisées craignent d'être obligées de respecter des garanties de soins ayant force de loi et de ne pas avoir les ressources pour y arriver.

Parlant sous le couvert de l'anonymat, un haut fonctionnaire fédéral a affirmé qu'Ottawa s'attend à ce que les provinces définissent certaines normes cette année, et qu'elles en fournissent de nouvelles à mesure que les éléments permettant de les établir seront disponibles. « Elles en ont pris l'engagement et ont accepté les 41 milliards \$, alors nous nous attendons à ce que les gouvernements provinciaux respectent leur parole. »

SA PLUME L'A SÉDUITE



Un simple message informant son personnel, au ministère du Patrimoine canadien, que Michaëlle Jean venait d'être nommée gouverneure générale, a valu à Alain Bernard Marchand de devenir le nouvel auteur des discours de M^{me} Jean. Dans son message, en août dernier, M. Marchand prévenait les employés de la rédaction au Patrimoine canadien que ceux-ci pourraient être appelés à aider M^{me} Jean d'ici à ce qu'elle prête serment, en septembre. Il ajoutait qu'elle souhaitait faire de l'institution du gouverneur général un lieu où tous les citoyens canadiens pourraient se faire entendre. Quelques jours plus tard, il recevait un appel de M^{me} Jean, qui lui disait qu'elle avait tellement aimé son message qu'elle voulait « l'enlever », raconte en riant M. Marchand. Depuis, ce romancier et poète qui gagne sa vie comme fonctionnaire est devenu le principal collaborateur de M^{me} Jean pour la rédaction de son discours inaugural, le 27 septembre dernier. Il occupe maintenant un bureau à Rideau Hall, et utilise ses talents d'écrivain pour contribuer à la rédaction de discours pour la gouverneure générale. Né à Shawinigan, au Québec, M. Marchand a vécu la majeure partie de ses 47 ans en Ontario, en Europe et en Asie. Il a publié plusieurs livres et a remporté le prix Trillium de littérature 1996 en Ontario. Son livre, « Tintin au pays de la ferveur », avait aussi été en nomination la même année pour les prix littéraires du gouverneur général.

SCANDALE DES COMMANDITES

Des fonctionnaires écopent

OTTAWA (PC) — Le gouvernement libéral n'a pas attendu le dépôt du rapport préliminaire du commissaire John Gomery sur le scandale des commandites pour prendre des sanctions contre des fonctionnaires, affirme le ministre des Travaux publics Scott Brison.

M. Brison, actuellement responsable du ministère qui fut au cœur du scandale de 250 millions \$, ajoute que d'autres sanctions seront adoptées après le dépôt du rapport, prévu pour dans trois semaines. « Les personnes impliquées ont été ou seront tenues responsables », a déclaré M. Brison à la Presse canadienne. Des mesures disciplinaires ont déjà été prises sur plusieurs fronts.

Un fonctionnaire haut placé a confirmé que quatre employés du ministère des Travaux publics avaient fait l'objet de sanctions dans le sillage du scandale des commandites. Il a toute-

fois refusé de citer des noms ou de préciser la nature de ces sanctions.

Pour la présidente du syndicat qui représente les professionnels du gouvernement, ces sanctions sont prématurées. « J'étais sous l'impression qu'aucune sanction ne serait prise avant le dépôt du rapport Gomery, a indiqué Michèle Demers, présidente de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada. Je suis vraiment estomaquée par cette déclaration publique du ministre. J'espère qu'il ne s'agit pas de simples manœuvres politiques destinées à désigner des coupables à tout prix avant qu'on sache ce qui s'est véritablement passé. »

Pour le député conservateur John Williams, président du Comité des comptes publics de la Chambre des Communes, les déclarations de M. Brison montrent que les libéraux n'ont ja-

mais cessé de mentir dans cette affaire. « Ils se préparent à blâmer les fonctionnaires alors qu'on sait que des ministres étaient impliqués », dit-il.

Charles « Chuck » Guité, un ancien fonctionnaire au centre du scandale des commandites, subira son procès au criminel dans cette affaire le printemps prochain. L'homme qui lui avait succédé au ministère des Travaux publics, Pierre Tremblay, est décédé depuis.

Le scandale a coûté son poste à l'ancien ministre des Travaux publics Alfonso Gagliano. Jean Pelletier, ex-chef de cabinet de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, a également été limogé de son poste de président de VIA Rail dans la tourmente, tout comme l'ont été son successeur, Marc Lefrançois, Michel Vennat, président de la Banque de développement du Canada, et André Ouellet, président de la Société canadienne des Postes.

AFFAIRES INDIENNES

Un contrat sans trace

Ottawa demande qu'aucun document écrit ne puisse être consulté ultérieurement

DEAN BEEBY
Presse canadienne

■ OTTAWA — L'opposition conservatrice dénonce l'attribution par Ottawa d'un contrat de 132 000 \$ à une firme de consultants, contrat stipulant que celle-ci ne doit pas laisser de trace écrite dans les dossiers du gouvernement fédéral.

Le contrat signé entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord et Totem Hill, une entreprise d'Ottawa, mentionne expressément que les présentations « devront être orales, avec documents à l'appui fournis pour favoriser la compréhension, mais qui ne seront pas conservés par le ministère ».

Le contrat de février 2005 prévoit qu'il n'y ait aucun document écrit que les vérificateurs, ou des citoyens faisant appel à la Loi d'accès à l'information, pourraient consulter ultérieurement.

« Des rapports verbaux sont totalement inacceptables », a affirmé le député conservateur John Williams, qui s'intéresse de près aux questions d'approvisionnement du gouvernement. Cela enfreint toutes les règles en matière de conclusion de contrats.

Le gouvernement libéral a déjà été écorché pour de précédents contrats avec des firmes d'experts-conseils qui mentionnaient spécifiquement qu'il ne devait y avoir aucun document écrit. Dans son rapport de février 2004 sur les activités de commandites fédérales, la vérificatrice générale, Sheila Fraser, avait dévoilé cinq contrats entre le ministère des Finances et le groupe Earncliffe afin de fournir des séances d'information « verbales », sans document écrit. À l'époque, Paul Martin était ministre des Finances et Earncliffe, dont le personnel était composé de partisans de M. Martin, était souvent solli-

cité pour des contrats.

Dans une enquête antérieure sur le scandale des commandites, en 2002, M^{me} Fraser avait aussi découvert des ententes prévoyant des services-conseils « verbaux » de la part de Groupaction, une société de publicité de Montréal qui avait touché un paiement de 1,6 million \$. Et personne n'a jamais trouvé de copie d'un rapport de Groupaction pour lequel le gouvernement a versé 550 000 \$.

Selon M. Williams, le contrat des Affaires indiennes et du Nord démontre que le supposé grand ménage dans les méthodes d'approvisionnement du gouvernement fédéral est de la frime.

Une porte-parole du Conseil du Trésor, l'instance qui établit les pratiques gouvernementales en matière d'approvisionnement, a refusé de dire si les rapports « oraux » sont conformes aux règlements. Mais Michelle Laliberté a indiqué que le ministère des Affaires indiennes et du Nord doit pouvoir démontrer aux vérificateurs que le travail payé a effectivement été effectué.

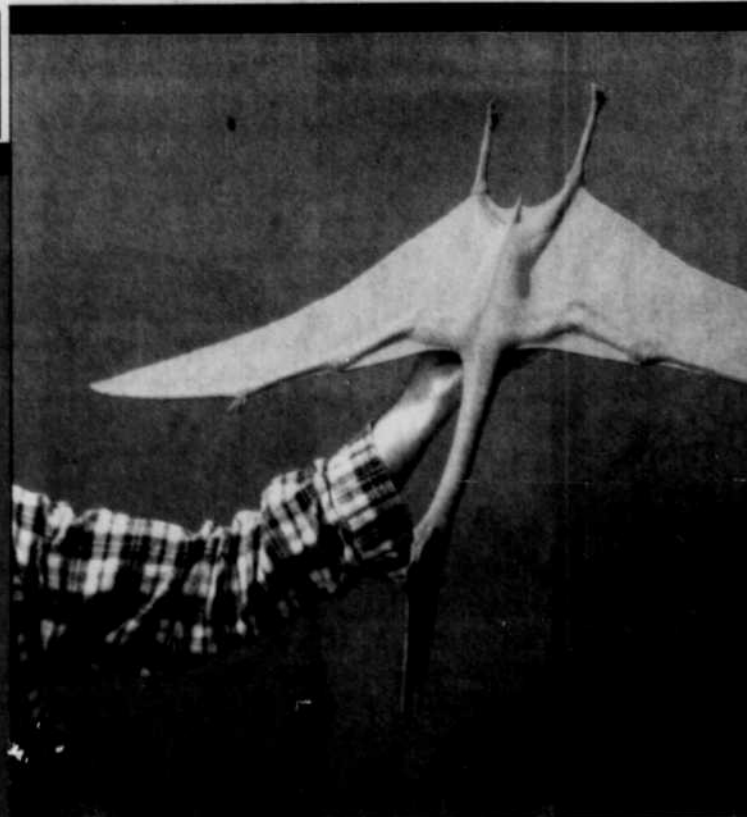
Aux Affaires indiennes et du Nord, une porte-parole a assuré que le contrat avec Totem Hill, qui se poursuit, respecte toutes les normes du Conseil du Trésor. Dominique Lemieux a ajouté qu'outre le rapport oral, d'autres aspects du contrat ont conduit à la production de documents écrits, que le ministère conserve dans ses classeurs.

Groupaction a déjà produit de tels rapports « verbaux »

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Des
dinosaures
québéco-patagoniens



Dans le cahier
Arts et vie

Depuis près d'un an, le réalisateur québécois Marc Fafard et le paléontologue argentin Rodolfo Coria, une sommité mondiale sur les dinosaures, travaillent de concert à une mission presque impossible : celle de faire tenir sur un écran les plus grands animaux ayant jamais marché sur la terre. Des bêtes si grandes que même le format géant d'un cinéma IMAX aura du mal à les contenir...

EN BREF

COURSE À LA DIRECTION DU PQ
L'ex-ministre Guy Joron
appuie Pauline Marois...

■ MONTREAL — Un ancien ministre péquiste sous René Lévesque, Guy Joron, annonce publiquement qu'il appuie Pauline Marois dans la course à la direction du Parti québécois. M. Joron croit que M^{me} Marois est la personne tout indiquée pour négocier l'accession du Québec à l'indépendance. Il dit aussi être séduit par l'idée que le Québec se donne un premier leader féminin. Il qualifie Pauline Marois de femme compétente et expérimentée, et de sociale-démocrate respectueuse de l'opinion des autres. Guy Joron a été membre de l'exécutif national du PQ de 1971 à 1974, après avoir été élu député en 1973 dans la première vague de sept députés du PQ à siéger à l'Assemblée nationale. Plus tard, il a tour à tour été ministre délégué à l'Énergie et ministre des Consommateurs, des Coopératives et des Institutions financières. *PC*

... qui gagne du terrain
lentement mais sûrement,
selon elle

■ MONTREAL — Pauline Marois assure qu'elle gagne du terrain lentement mais sûrement dans la course à la direction du Parti québécois, et se dit « très confiante pour la suite des choses ». L'ancienne ministre affirme qu'elle va constamment chercher de nouveaux appuis. Elle vient d'ailleurs d'obtenir celui d'une centaine de femmes qui occupent ou ont occupé des postes importants au sein de la société québécoise. La députée de Taillon explique que si une proportion importante de ces signataires sont des anciennes plutôt que des actuelles leaders, c'est parce qu'il est délicat pour une personne toujours en poste de prendre position dans une course qui se déroule à l'intérieur d'un parti politique. Elle souligne que la plupart de celles qui sont toujours en fonctions ne parlent qu'en leur nom personnel. *PC*

Legendre lance sa biographie

■ Richard Legendre n'a pas l'intention de se rallier à quiconque avant de franchir la ligne d'arrivée de la course à la direction du Parti québécois. Le candidat tente au contraire de remonter la piste en levant le voile sur le rôle central qu'il dit avoir joué dans le sauvetage de l'Impact de Montréal en 2001. Il s'agit là d'un des exploits du député de Blainville, tel que relaté dans *Richard Legendre, l'humilité d'un gagnant*, une biographie éclair réalisée en un mois et dont le lancement est prévu aujourd'hui à Montréal. L'ouvrage de 122 pages, publié aux éditions Les Intouchables, ne cache pas ses intentions partiales. « Les grands médias accordent une grande place à André Boisclair, mais on connaît moins Richard Legendre, qui fait pourtant le pont entre la jeunesse et l'expérience. Il faut qu'on sache un peu de quel bois il se chauffe ! », a lancé hier soir l'auteur, Meeker Guerrier. L'auteur estime que l'idée de publier la biographie vient de l'éditeur Michel Brûlé, aussi sympathique à la candidature de l'ancien ministre des Sports et du Loisir. Quant à la course actuelle, Richard Legendre a balayé de la main un éventuel rapprochement stratégique avec le favori, André Boisclair. Rencontré hier, le candidat Louis Bernard a également écarté l'idée d'une alliance avec d'autres candidats. *La Presse*



Adrienne Clarkson

Clarkson s'en
prend à Ottawa

■ Moins de deux semaines après avoir quitté son poste, l'ancienne gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, s'en prend au gouvernement fédéral. Dans une entrevue au *Toronto Star*, M^{me} Clarkson déplore que le gouvernement ne l'ait pas défendue, il y a deux ans, lorsque les médias ont contesté un voyage controversé qu'elle a effectué en compagnie de 50 autres Canadiens, en Russie, en Finlande et en Islande. Ce périple qui a coûté 5 millions \$ aux contribuables canadiens avait pour but d'améliorer les relations entre le Canada et les nations visitées. Adrienne Clarkson dit qu'elle a été très déçue qu'aucun membre du gouvernement Chrétien n'ait pris sa défense. Elle dénonce aussi le ministère des Affaires étrangères qui est demeuré silencieux, lui qui avait initié et organisé ce voyage. Adrienne Clarkson souhaite que, dorénavant, le gouvernement appuiera son gouverneur général lorsque celui-ci sera la cible d'attaques. *PC*

Wal-Mart se défend d'être boycottée
Cinq villes, dont Gaspé et Paspébiac, la courtisent

(La Presse) — La compagnie Wal-Mart s'est défendue hier d'être boycottée par certaines villes. Le géant du commerce au détail affirme au contraire être courtisé par cinq municipalités.

Selon Wal-Mart, les villes de Paspébiac, Gaspé, Saint-Félicien et Roberval ont entrepris des démarches pour implanter une succursale sur leur territoire. Le maire de Magog serait également favorable à l'arrivée du géant.

La multinationale a ainsi voulu répondre à un article publié samedi dans *La Presse*, selon lequel des villes telles que Beloeil et Mont-Laurier s'opposent à la venue du détaillant.

À Gaspé et à Paspébiac, la volonté d'attirer chez eux la plus grosse entreprise du monde serait telle que des citoyens ont fait du porte-à-porte pour amasser des appuis. Des milliers de signatures de citoyens ont ensuite été remises à leurs conseils municipaux respectifs.

Pour le maire de Gaspé, l'arrivée d'un Wal-Mart favoriserait l'essor économique dans sa municipalité de 15 000 âmes. « Depuis 1999, on a créé 800 emplois, mais beaucoup de nos gens vont magasiner à l'extérieur », a expliqué Arthur Drolet, joint hier.

Dans une lettre envoyée il y a quelques semaines à Wal-Mart Canada, M. Drolet déplore les pertes de revenus engendrées par des fuites commerciales vers les villes de Matane, Rimouski ou Québec.

Pour Wal-Mart, ces appuis tombent à point. « Il faut rétablir les faits : contrairement à la croyance populaire, les municipalités nous courtisent », a confirmé hier le nouveau direc-

teur régional des communications, Yanik Deschênes. Nouveau parce que Wal-Mart Canada s'est doté il y a un mois d'un bureau québécois, dont un des mandats semble être de redorer le blason de la compagnie.

Après avoir essuyé les coups, Wal-Mart a décidé de contre-attaquer. M. Deschênes admet que l'image de Wal-Mart n'est pas à son meilleur, même si les affaires tournent rondement.

La compagnie la plus lucrative de la planète, avec son chiffre d'affaires de 280 milliards \$US, songe à accroître sa présence à Montréal. « On aimerait être plus présent, on a seulement cinq magasins sur l'île. »

D'ici les prochaines semaines, des coupes de ruban auront aussi lieu à Laval-Est, Sainte-Agathe, Saint-Romuald et Saint-Georges de Beauce. Ces nouvelles succursales porteront à 50 le nombre de magasins Wal-Mart au Québec.

Yanik Deschênes n'a pas voulu dévoiler le chiffre d'affaires québécois, mais estime que la province se débrouille bien, même si les croissances les plus fortes sont observées en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Accusé d'être antisindicaliste après la fermeture de son magasin de Jonquière, Wal-Mart doit néanmoins apprendre à composer avec cette réalité très québécoise. Les associés du magasin de Saint-Hyacinthe se sont récemment syndiqués, de même que ceux de l'atelier automobile de Gatineau.

Chez Wal-Mart, le salaire moyen est d'environ 10 \$ de l'heure et la semaine de travail régulière est d'au moins 28 heures.

BEAUTÉ

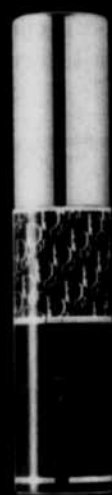
à la baie

Dior

À l'achat de 40 \$ ou plus de produits Dior, recevez cette prime généreuse :

- Capture R60/80⁺ Crème correction rides, texture riche, 15 ml
- Lait démaquillant magique visage et yeux, 50 ml
- Mini mascara Diorshow noir
- Palette rouge à lèvres Dior Addict
- Eau de parfum de luxe J'adore miniature
- Pochette à cosmétiques signée Dior Beauté

SEULEMENT
À LA BAIE



Jamais l'hydratation n'a été aussi loin! Jamais votre peau n'a été aussi belle! Hydraction, un soin hydratant innovant aux résultats spectaculaires! Hydraction crème sorbet ultra hydratante, 50 ml, 61 \$

VOTRE CADEAU
DE Dior

la Baie
encore plus

Plus de 1000 manteaux à faire rêver
3 étages à découvrir!
Agneau retourné
Fourrure tricotée • Vison • Zibeline • Etc
Remodelage • Possibilité d'échange

Fourrures DU VIEUX-PORT

55, rue Saint-Pierre, Québec • 692-6686

La chaussure extensible
Pour tous les petits pieds sensibles

Jolan

chaussure-conseil pour hommes, femmes et enfants
Place Laurier Place Fleur de Lys
651-7418 525-6755

La chaussure idéale pour tous les pieds sensibles. Confort, stabilité et style... La combinaison parfaite que vous recherchez.

LA GRANDE LIQUIDATION DODGE CARAVAN 2005

8.2 litres au 100 km
34 milles au gallon

moteur V6 de 3.3 litres / transmission automatique 4 vitesses
7 passagers / climatiser / glaces électriques / verrouillage électrique
régulateur de vitesse / radio AM/FM/CD / volant inclinable
retroviseurs chauffants et électriques / glaces écran solaire
76 litres de carburant gratuit / etc. etc. etc.

18 995\$

GOSSELIN
ST-NICOLAS 831-2050
Chrysler / Dodge / Jeep
www.gosselinauto.com

Transport et taxes en sus, cote de consommation routière selon Énergie



Obtenez jusqu'à 50 % plus de points Primes Hbc.

Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.



Six personnes arrêtées pour trafic de drogue au Festival Black and Blue

MONTRÉAL (PC) — Environ 13 000 personnes ont participé dans la nuit de dimanche à hier à la 15^e présentation du Festival Black and Blue, le plus gros party rave au Canada qui avait lieu au Stade olympique de Montréal, transformé pour l'occasion en gigantesque plancher de danse. La soirée a commencé à 21 h dimanche et s'est poursuivie jusqu'à hier midi.

L'événement s'est bien déroulé dans l'ensemble. Six personnes ont cependant été arrêtées pour trafic de stupéfiants. De plus, une quinzaine de personnes ont été interceptées pour avoir eu de la drogue en leur possession.

Des fouilles étaient effectuées à l'entrée du Stade par des policiers de Montréal. Les agents ont saisi du GHB, de l'ecstasy, des amphétamines et de la cocaïne, des drogues souvent retrou-

vées dans ce genre de rassemblement. « On s'assure que tout le monde est fouillé sur le site, ne serait-ce que pour la sécurité des gens, mais aussi pour s'assurer qu'il n'y a pas de revendeurs sur le site », a précisé la directrice des communications du Festival, Caroline Rousse.

Des acrobates, des démonstrations de sports extrêmes (planches à roulettes, bicyclettes et patins à roues alignées), des jeux de lumière... Les organisateurs du Festival Black and Blue de cette année ont employé les grands moyens pour animer cette nuit de danse de 15 heures, dont le thème était Bal X-trême.

Organisée par la communauté gaie, mais fréquentée de plus en plus par des hétérosexuels, cette fête est aussi un événement-bénéfice au profit des personnes atteintes du sida.

DERBY DE DÉMOLITION À SEPT-ÎLES

Un coureur perd la vie

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

SEPT-ÎLES — Un passionné de course automobile de Sept-Îles, Luc Lapière, est décédé dimanche des suites de blessures subies lors d'une course de démolition tenue au Sept-Îles Speedway, un circuit ouvert depuis quatre ans. Le jeune homme de 27 ans a été victime d'un bête accident.

À la dernière course de la saison sur ce circuit, vers 15 h 30, M. Lapière a perdu le contrôle de son véhicule dans une courbe et a terminé sa course sur le toit. La voiture qui le suivait l'a heurté du côté du conducteur. Il a été transporté d'urgence au Centre hospitalier régional de Sept-Îles, où il est décédé quelques heures plus tard.

Selon le propriétaire de la piste et promoteur de l'événement, Harold Boucher, cette course de démolition clôture chacune des saisons locales de courses. « Il s'agit d'une course d'endurance de 100 tours avec de légers contacts entre les voitures. Personne ne se fonce dedans en fou ou dangereusement, c'est plus une activité familiale. Les casques des pilotes et les freins des voitures sont vérifiés. Rien n'a été provoqué dans cet accident. »

M. Boucher, engagé dans le monde des courses depuis 15 ans, présentait sa cinquième course de démolition au Sept-Îles Speedway. Avant di-

manche, il n'y avait jamais eu aucun pépin majeur et encore moins un accident mortel. Il restait une trentaine de tours à l'épreuve au moment de l'accident et seulement 6 des 24 pilotes engagés au départ étaient encore en piste.

Luc Lapière n'était pas un néophyte au volant d'une voiture de stock car. Habitué du Sept-Îles Speedway depuis son ouverture, le propriétaire d'un centre de conditionnement physique et père d'un poupon de deux mois venait de remporter le championnat de la catégorie Pro stock au terme des 12 programmes de course de la saison régulière.

Le promoteur n'avait pas le chiffre exact de l'assistance, mais au moins 400 personnes étaient présentes à ce derby, un type d'événement qu'ils ne verront plus sous l'égide de M. Boucher. « Je n'en organiserai plus, c'est sûr », a-t-il lancé, visiblement ébranlé.

Harold Boucher a assuré que son circuit applique toutes les règles de sécurité et que rien n'est laissé au hasard, surtout pour une activité comme le derby de démolition. Toutefois, les participants à cette épreuve particulière doivent signer une décharge à l'inscription dégageant le promoteur de toute responsabilité en cas d'accident.

La SQ enquête actuellement sur cet accident. Plusieurs témoins devront encore être rencontrés par les policiers.

AVERTISSEURS DE FUMÉE

« Changez de pile pour l'amour »

MONTRÉAL (PC) — En ce début de Semaine de la prévention des incendies 2005, les divers services d'incendies du Québec exhortent les citoyens à vérifier le bon fonctionnement de leurs avertisseurs de fumée en lançant le thème : Changez de pile pour l'amour !

Trop de foyers canadiens ne sont pas équipés d'avertisseurs de fumée fonctionnels. Par exemple, à Sherbrooke, selon les statistiques provenant des visites préventives, 96% des maisons possèdent un avertisseur de fumée. De ce nombre, 16% sont défectueux.

Cette année, la campagne s'adresse particulièrement aux enfants et aux personnes âgées, puisqu'ils sont les groupes les plus vulnérables.

Au cours de la semaine, des milliers d'enfants seront rencontrés par des inspecteurs. Dans des ateliers, les enfants apprendront les comportements sécuritaires à adopter lors d'un incendie. Des enfants du premier cycle du primaire recevront une carte postale qu'ils pourront envoyer à leurs grands-parents afin de leur rappeler l'importance de changer les piles de leur avertisseur de fumée.

Entre 1992 et 2002, 798 civils et 10 pompiers ont péri dans des incendies au Québec, selon des statistiques du ministère de la Sécurité publique. Au cours de la seule année 2002, la valeur des dommages causés par des incendies s'est élevée à quelque 431 millions \$ au Québec.

Le ministère de la Sécurité publique du Québec tient la Semaine de la prévention des incendies depuis 1990.

Appelez,
vous ne risquez rien :

1 800 463-5229

Obligations boursières du Québec

Capital garanti à 100 %.

Rendement selon l'Indice Québec-30^{MC}.

	5 ans	10 ans
Rendement maximal de	60 %	Sans limite de rendement

Emission en vente jusqu'au 25 novembre 2005.

www.epq.gouv.qc.ca

* Pour connaître les entreprises composant l'Indice Québec-30^{MC}, visitez le www.iq30-iq150.org

BONI DE

1 %

du capital investi, applicable sur les nouveaux fonds REER.

Épargne

Placements

Québec

Rabais fin de saison. Se termine le 11 octobre.

OPTRA FAMILIALE

DE CHEVROLET



0\$ comptant

0\$ dépôt de sécurité

222\$

500\$ d'essence gratuite par mois*

MARLIN CHEVROLET

*Location 48 mois. Transport et préparation inclus. Taxes et RPDM en sus.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) 688-1212

www.marlinchev.gmcanada.com

Seul son
prix ne vous
coupera pas
le souffle.

449\$ /mois*
0\$ comptant
dépôt de sécurité

34 999\$**
à l'achat
Taux de financement à l'achat
de 2,5 % sur 48 mois

	MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
Location 48 mois	319\$ 379\$	6031\$ 3248\$



La Cadillac CTS 2006 est maintenant disponible chez votre concessionnaire.

OnStar

visitez onstar.ca

Moteur V6 VVT de 2,8 L • Boîte manuelle AISIN 6 vitesses • Sièges avant chauffants • Freins ABS avec fonction d'assistance au freinage d'urgence • Traction asservie à toutes les vitesses à commande électronique • Système antivol

Privileges Cadillac : Garantie limitée et programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km, et service OnStar intégré au véhicule avec abonnement au plan Sain et sauf pendant un an.



CADILLAC CTS

NOUVELLE RACE

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle CTS 2006 (SCM91R7A). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation du crédit de GMAC. Frais relatifs à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial, voir ci-dessus, ou échange équivalent. Transport et préparation inclus. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km. La première mensualité est exigible à la livraison. **À l'achat, préparation incluse. Transport (1 300 \$), immobilisation, assurance et taxes en sus. Taux de financement à l'achat de 2,5 % pour un terme de 48 mois sur approbation du crédit GMAC. Exemple de financement : basé sur un financement de 20 000 \$, le paiement mensuel est de 438 \$ et les frais de crédit totaux de 21 024 \$. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobility. Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. Remarque : visitez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 446-2000.

Pour découvrir les nombreux
services et produits ainsi que la qualité
et l'expérience du personnel du Centre de
massothérapie de Québec.

www.massotherapiequebec.com

Surveillez

le reportage publicitaire
dans nos pages du
mercredi 12 octobre.

LE SOLEIL



DIMANCHE
16 octobre
EN SOIRÉE

JOUEZ UN SUPER BINGO À
5 000\$
POUVANT ATTEINDRE 5 500\$
INCLUANT 3 GROS LOTS
GARANTIS DE 1 000\$

BINGO
DES CHUTES

www.bingodeschutes.com

4175, Boul. Ste-Anne Beauport

667-0921

Licence OFLB 51264-1



TOUS LES JOURS
EN APRES-MIDI 13H ET EN SOIRÉE 18H45

LE MONDE

Schroeder part, Merkel et Stoiber arrivent

■ BERLIN (AP et AFP) — Angela Merkel a réussi à chasser Gerhard Schroeder de la chancellerie allemande pour devenir la première femme à occuper ce poste, mais le prix à payer est lourd : son gouvernement ne comptera pas moins de huit ministres du SPD (gauche), contre seulement six de l'alliance de droite CDU/CSU, selon les termes de l'accord de « grande coalition » annoncé hier.

Trois semaines après les élections législatives du 18 septembre, qui ont vu la CDU/CSU devancer de seulement quatre sièges le SPD au Bundestag (chambre basse du Parlement), le Parti social démocrate (SPD) de Gerhard Schroeder a arraché le poste-clé des Affaires étrangères, mais aussi les portefeuilles des Finances, du Travail, de la Justice, de la Santé, des Transports, de l'Environnement et du Développement.

Quant à l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et son alliée bavaroise, l'Union chrétienne-sociale (CSU), elles se sont réservées les ministères de l'Économie, de la Défense, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de la Famille et de l'Éducation. À ces six maroquins, il faut ajouter le poste de chancelier qui revient donc à M^{me} Merkel, présidente de la CDU, ainsi que le poste de



La première chancelière de l'Allemagne et son ministre de l'Économie, E. Stoiber

conseiller de la chancellerie (chef de cabinet) qui a rang ministériel. C'est la première fois qu'une femme et une personnalité de l'ex-Allemagne de l'Est occupent le poste de chancelier.

Si l'on connaît désormais la répartition des postes entre les deux camps, il faudra encore attendre pour la liste des titulaires. Un seul nom a été confirmé : celui d'Edmund Stoiber, président de la CSU et ministre-président du land de Bavière, qui occupera le poste très puissant de ministre de l'Économie.

M^{me} Merkel et Franz Muntefering, président du SPD, ont tous deux pré-

cisé que chacun des deux partis proposerait le nom des titulaires des postes qui lui reviennent.

UNE AUTRE CARRIÈRE

Cet accord de principe désormais conclu, les négociations vont pouvoir se poursuivre entre les deux bords pour finaliser des détails importants sur ce gouvernement de « grande coalition », le deuxième seulement de l'histoire de l'Allemagne après celui des années 1966-1969 (Kurt-Georg Kiesinger chancelier CDU avec le SPD Willy Brandt aux Affaires étrangères avec le titre de vice-chancelier).

Le chancelier allemand sortant Gerhard Schroeder a renoncé à toute fonction dans le nouveau gouvernement de coalition. Interrogé sur son éventuel avenir dans le nouveau gouvernement par des membres de la direction du SPD, M. Schroeder aurait déclaré : « Ça n'entre pas dans mes projets. Ma carrière va prendre une autre direction ».

Les deux partis se sont félicités de l'accord après plusieurs séances de difficiles tractations. M^{me} Merkel a parlé d'un compromis « bon et juste » tandis que son homologue du SPD y voyait une « bonne base » pour la suite des négociations. M. Muntefering a souligné que son parti souhaitait un gouvernement stable qui puisse durer les quatre années de la législature, une précision qui ne manquera pas de rassurer les milieux financiers.

Les deux chefs de parti ont promis de s'attaquer aux problèmes économiques du pays, notamment un chômage élevé et une croissance en berne. La prochaine chancelière a souligné que les deux partis étaient tombés d'accord sur le fait qu'il n'y a pas d'alternative au processus de réformes. Quant à M. Muntefering, il a estimé que la lutte contre le chômage serait la première priorité du nouveau gouvernement. « Une telle coalition peut réussir si les deux partenaires savent qu'ils ne sont pas seulement responsables de leurs ministères mais de tout le spectre politique », a souligné le président du SPD.

EN BREF

NEW YORK

Sécurité réduite

■ NEW YORK — Les autorités new-yorkaises ont décidé hier de réduire leur dispositif de sécurité, renforcé jeudi dans le métro en raison d'une menace d'attentat. « Comme la période de menace semble maintenant passée, je pense que dans l'avenir immédiat nous allons doucement réduire le dispositif de sécurité », a déclaré le maire, Michael Bloomberg, à la presse. Le maire et la police locale avaient décidé de renforcer les mesures, avec un nombre d'officiers accru, fouilles de sacs et chiens renifleurs, après avoir invoqué l'existence d'une « menace spécifique » pesant sur le métro et ce, dimanche en particulier. Ils avaient auparavant défendu leur décision, malgré les doutes exprimés, notamment à Washington même, sur le sérieux de la menace. AFP

GRANDE-BRETAGNE

Islamistes interdits

■ LONDRES — Le gouvernement britannique envisage l'interdiction de 15 organisations islamiques internationales dans le cadre de sa législation antiterroriste, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur. Parmi les groupes concernés, figurent notamment Ansar Al-Islam et Ansar Al-Sunnah, responsables d'attaques meurtrières contre les troupes de la coalition en Irak, le Groupe islamique combattant marocain et plusieurs organisations au Pakistan. Si aucun de ces groupes n'est représenté officiellement ou actif en Grande-Bretagne, reconnaît le gouvernement, des membres et des partisans sont présents sur le sol britannique. Selon le Terrorism Act 2000, qui interdit notamment Al-Qaïda, le Hamas, et l'Armée républicaine irlandaise, tout membre d'une organisation interdite est passible d'une peine de prison de 10 ans. AP

FRANCE

Chirac - 9 points

■ PARIS — La cote de popularité du président Jacques Chirac perd 9 points à 31 % d'opinions positives, selon un sondage publié hier, tandis que son premier ministre, Dominique de Villepin, ne perd que 2 points à 43 %, malgré la persistance de conflits sociaux. Jacques Chirac retrouve le niveau de popularité qui était le sien durant l'été, avant l'embellie de septembre provoquée par son hospitalisation pour un petit accident vasculaire, selon le baromètre mensuel LH2 (ex Louis-Harris). Pour 59 % (+3) des Français, la politique du gouvernement en matière de lutte contre le chômage va « dans le mauvais sens », contre 36 % d'un avis inverse. AFP

KAZAKHSTAN

Soyouz atterrit

■ MOSCOU — Le vaisseau Soyouz ramenant les membres de la 11^e mission de la Station spatiale internationale (ISS), le Russe Sergueï Krikalev et l'Américain John Phillips, ainsi que le troisième touriste de l'espace, l'homme d'affaires américain Greg Olsen, a atterri ce matin au Kazakhstan, a indiqué le centre russe de contrôle des vols spatiaux. La capsule Soyouz, qui s'était séparée de l'ISS à 17 h 49, de notre heure, a atterri un peu plus de trois heures plus tard comme prévu. Sergueï Krikalev et John Phillips se trouvaient à bord de l'ISS depuis le 17 avril. Ils ont été relayés par le commandant américain William MacArthur et l'ingénieur de bord russe Valeri Tokarev qui avaient décollé le 1^{er} octobre du cosmodrome de Baïkonour au Kazakhstan en compagnie du « touriste spatial » Greg Olsen. Greg Olsen, 60 ans, a déboursé 20 millions \$US pour cette aventure. Il est ainsi devenu le troisième touriste dans l'espace après l'Américain Dennis Tito en 2001 et le Sud-Africain Mark Shuttleworth en 2002. AFP

LIBERIA

Jour d'élections

■ MONROVIA — Les Libériens élisent aujourd'hui leur président parmi 22 candidats, dont une ancienne star du football international, George Weah, et une économiste, Ellen Johnson Sirleaf. George Weah, comme Ellen Johnson Sirleaf, une ancienne dirigeante de la Banque mondiale, et les autres candidats, qui comprennent des chefs de guerre et des hommes d'affaires, promettent tous de reconstruire leur pays détruit par une atroce guerre civile et de le sortir de son effrayante pauvreté. Ils sollicitent les suffrages des 1,3 million d'électeurs inscrits dans ce pays d'environ trois millions d'habitants. AFP

LA NOUVELLE-ORLÉANS

Bavure de trois policiers

■ LA NOUVELLE-ORLÉANS, Louisiane (AFP et AP) — Trois policiers de La Nouvelle-Orléans, filmés en train de frapper violemment un Noir de 64 ans durant son interpellation pour ivresse, ont été inculpés hier après avoir été suspendus de leurs fonctions dimanche soir, a-t-on appris de source judiciaire.

Ces trois policiers qui ont plaidé « non coupable » ont été inculpés pour mauvais traitements. Ils sont « innocents », ont déclaré leurs avocats à la sortie du tribunal. Les trois fonctionnaires qui ont été suspendus de leurs fonctions, sans possibilité de recevoir leur salaire, resteront en liberté jusqu'à leur procès, le 11 janvier 2006.

« Il paraît évident que nos policiers ont utilisé plus de force que nécessaire », a cependant déclaré le chef intérimaire de la police de La Nouvelle-Orléans, Warren Riley. Il s'agit de « quelques mauvais policiers, cela arrive partout », dit-il, jugeant le contenu de l'enregistrement « inquiétant ».

Une caméra de télévision a filmé samedi soir un policier blanc frappant violemment un homme, qui se trouvait devant un bar dans une rue du quartier historique de La Nouvelle-Orléans, selon les chaînes ABC et CNN qui ont diffusé les images. On y voit ensuite d'autres policiers maintenant la victime par terre, où elle était de nouveau violemment brutalisée, avant d'être laissée face contre le sol, dans une flaque de sang.

Se voyant filmé, un des policiers s'en est pris à un des journalistes de l'équipe de télévision, lui intimant l'ordre d'arrêter d'enregistrer, avant de le pousser contre une voiture et de lui donner un coup dans le ventre, en

proférant des insultes. « Je suis ici depuis six semaines à essayer de rester en vie. Rentrez chez vous », aurait ensuite crié le policier.

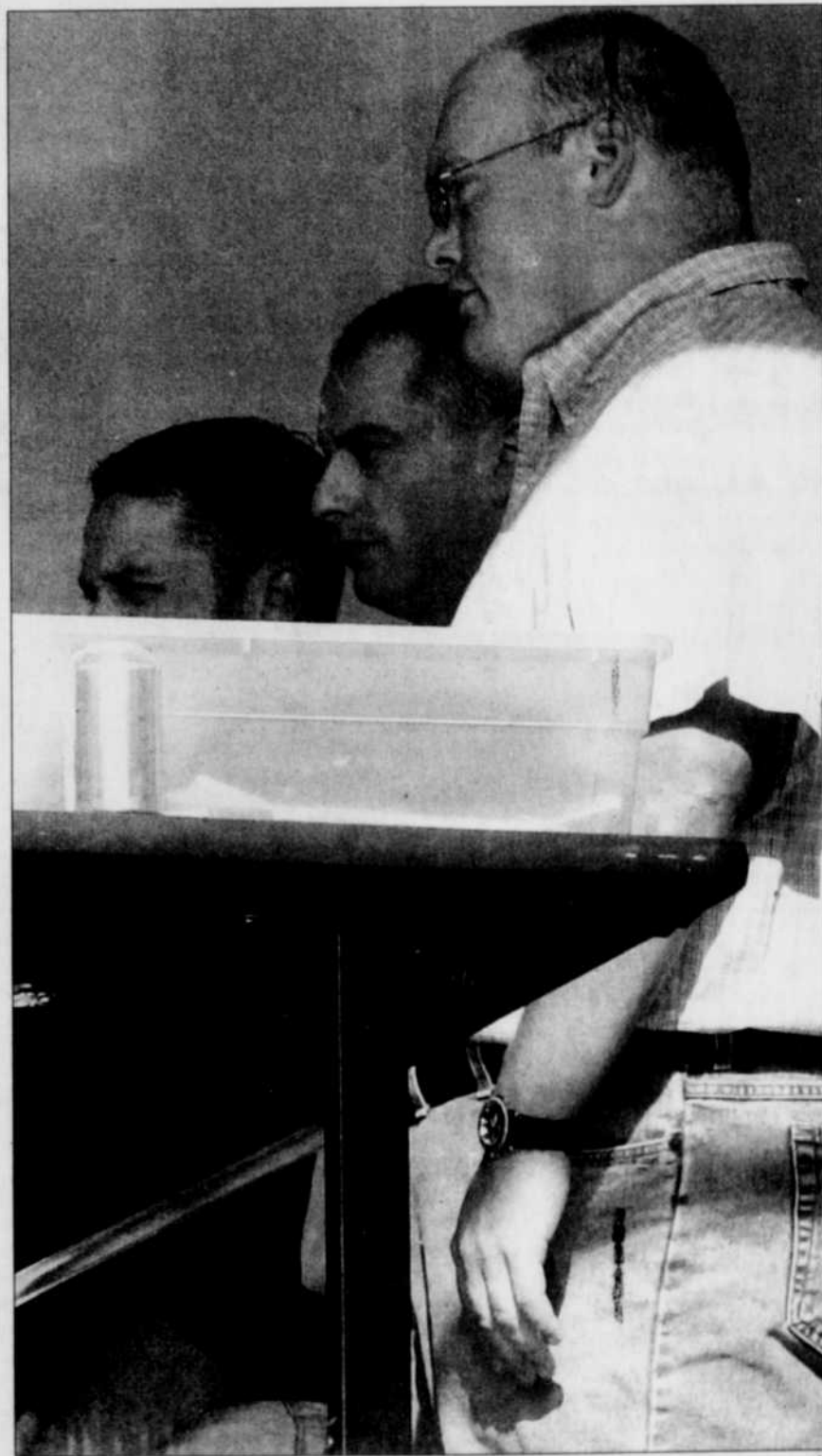
Warren Riley a appelé à ne pas juger trop vite les policiers incriminés en estimant que la cassette ne montrait pas l'intégralité de la scène.

Un autre officier de police cité par le *Washington Post*, le capitaine Marlon Defillo, a estimé que l'agression n'avait pas de caractère raciste.

Le sexagénaire violenté, Robert Davis, un enseignant à la retraite, a été hospitalisé. Il devrait comparaître ultérieurement notamment pour ivresse sur la voie publique, résistance et voies de fait sur officier de police, selon le quotidien.

« Dans une ville inondée à 80 %, où 80 % des habitants ont été déplacés ou évacués, 80 % des policiers ont aussi perdu leur maison. Certainement, c'est une situation unique, c'est le moins que l'on puisse dire », a encore déclaré Riley, qui vient de prendre ses fonctions après la démission de son prédécesseur, Eddie Compass.

La police de La Nouvelle-Orléans a souvent été dénoncée pour des affaires de corruption et de violences. Après le passage de l'ouragan Katrina, le 29 août, plus de 200 officiers, soit plus de 10 % de l'effectif policier de la ville, ont quitté leur poste.



Lance Schilling, Robert Evangelist et S.M. Smith ont plaidé non coupable, hier.

DARFOUR

Libération des soldats enlevés

■ KHARTOUM (d'après AFP) — Les 38 membres de la force de paix africaine enlevés par des rebelles au Darfour, ont été libérés, alors que le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) s'est dit « profondément préoccupé » par la « détérioration de la situation sécuritaire » au Darfour.

« Le CPS exprime sa profonde préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire dans l'ensemble du Darfour depuis août 2005 », a déclaré à la presse l'ambassadeur du Togo en Éthiopie, Koffi Essaw, dont le pays présidait hier une réunion du CPS à Addis Abeba.

Cet organe de l'UA, qui a tenu une réunion d'urgence sur le Darfour, « condamne sans réserve le meurtre de deux membres du contingent nigérian (...), y compris la tendance nouvelle et grave (...) de politique de tirs délibérés sur la mission au Soudan », a poursuivi M. Essaw.

Le CPS a en outre exigé « la libé-

ration immédiate et inconditionnelle des éléments kidnappés » et va « porter à l'attention du Conseil de sécurité de l'ONU l'état de la situation au Darfour », a-t-il ajouté.

« Trente-six membres de la mission de l'UA au Soudan (AMIS) ont été libérés tandis que deux sont encore en captivité », a déclaré dans un premier temps le porte-parole de l'UA, Nouredine Mezni.

Plus tard, il a indiqué que les deux derniers membres de l'AMIS avaient été libérés hier.

Lors d'une conférence de presse hier à Genève, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a qualifié de « tota-

lement inacceptable » l'enlèvement de membres de la force de paix africaine au Darfour, appelant Khartoum à mieux assurer la sécurité dans la province.

À Washington, le porte-parole adjoint du département d'État, Adam Ereli a « fermement condamné » ces violences et mis en cause le Mouvement pour la libération du Soudan (SLM) et un groupe dissident du Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM).

Par ailleurs, plusieurs pays, dont les États-Unis, se sont opposés hier à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU entende une déposition sur le Darfour du haut responsable ouésien pour la prévention du génocide, Juan Mendez.

La Chine, la Russie, l'Algérie et les États-Unis s'y sont opposés, alors que Kofi Annan avait lui-même demandé, la semaine dernière, que M. Mendez s'adresse au Conseil.

Pont aérien et bus pour rapatrier les Africains

OUJDA (d'après AFP) — Un pont aérien a commencé à rapatrier hier les clandestins sénégalais et maliens à partir de Oujda, dans le nord-est du Maroc, pendant que des centaines d'autres étaient convoyés à travers le désert, vers les frontières avec l'Algérie et la Mauritanie.

Un Boeing 737 marocain s'est posé dans l'après-midi à Dakar avec à son bord les 140 premiers clandestins sénégalais. Au total, durant les prochaines 48 heures, trois vols sont prévus pour le Sénégal et trois autres ramèneront des Maliens vers Bamako.

Ayant quitté leurs pays respectifs il y a plusieurs mois, parfois plusieurs années, pour fuir la misère, les quelque 1200 émigrants sénégalais et maliens avaient été transférés dimanche et hier en bus vers cette ville. Chassés par le Maroc, ils avaient été récupérés samedi dans le désert.

ÉDITORIAL

Choisir son voisin



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

Le Québec est vieillissant. Les centres d'hébergement de soins de longue durée ont pris un tel coup de vieux que tout le monde espère ne jamais y vivre. Or, le jour où le ministère de la Santé dispose enfin de fonds pour construire un centre d'hébergement moderne pour les personnes âgées en perte d'autonomie, des citoyens s'y opposent. Cherchez l'erreur.

L'Agence de santé de Québec planche depuis 1990 sur le déplacement du centre d'hébergement Saint-Sacrement, devenu trop désuet pour offrir des services adéquats à la soixantaine de patients qui y vivent. À deux reprises, l'Agence a dû remettre ses plans dans ses cartons parce que le gouvernement n'avait pas l'argent nécessaire pour aménager un nouveau centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) à Québec.

Aujourd'hui, 13 millions \$ sont disponibles pour construire un milieu de vie plus stimulant et plus agréable pour les personnes âgées malades. Pas des condos de luxe pour vieux riches. Mais bien, un centre d'hébergement public pour de vieilles personnes, riches ou pauvres, qui n'ont plus la santé et l'autonomie pour vivre seules ou avec leur conjoint, dans une maison, un appartement ou une résidence de gens âgés.

Faudra-t-il parquer les vieux dans des parcs industriels pour ne pas les voir et pour ne pas qu'ils perturbent notre quiétude ?

Le projet est malheureusement encore reporté. Cette fois, parce que des citoyens du secteur de Sainte-Foy ne veulent pas d'un CHSLD comme voisin. Cette partie de la ville de Québec a pourtant besoin de ce type de services publics. Selon l'Agence de santé, la densité de personnes âgées est élevée dans le secteur. Deux cents attendraient pour une place dans un CHSLD. Les citoyens ne peuvent pas, dans ce cas-ci, reprocher une mauvaise planification de la part de l'Agence et du ministère de la Santé.

Les opposants veulent écarter ce nouveau voisin parce qu'ils trouvent qu'un CHSLD de trois étages n'a pas sa place dans leur quartier résidentiel. Sa présence amènerait trop de circulation automobile et leur ferait perdre des places de stationnement dans la rue, eux qui doivent déjà subir les débordements du ministère du Revenu. Que les vieux malades et leurs soignants aillent donc s'installer ailleurs !

Voilà une autre manifestation inquiétante d'individualisme et du syndrome « pas dans ma cour ». L'opposition à certains projets est parfois compréhensible, voire justifiable.

Que des citoyens refusent qu'une entreprise polluante, bruyante ou dangereuse s'installe à côté de leur maison, cela s'explique. Que des résidents luttent pour préserver de rares espaces verts, des milieux exceptionnels et des lieux historiques que veulent s'accaparer des promoteurs sans scrupule, cela se défend très bien. Que l'ignorance, les préjugés et la peur de l'inconnu fassent craindre le voisinage de déficients, de malades psychiatriques, d'ex-détenus, cela se comprend également.

Mais, jusqu'où notre société va-t-elle aller ? Faudra-t-il pour être heureux et bien chez soi, parquer les vieux dans des parcs industriels pour ne pas les voir et pour ne pas qu'ils perturbent notre quiétude ? Éloigner les écoles, les collèges et les universités des lieux habités pour que le va-et-vient des écoliers et des professeurs n'importune pas les gens qui restent à la maison toute la journée ? Créer aussi des ghettos pour s'assurer que des riches ne seront pas en contact avec des pauvres, que des malades ne contamineront pas les bien-portants, que des jeunes ne dérangeront pas les vieux et que des immigrants ne se mêleront pas aux Québécois de souche ? La cohabitation, ainsi que l'ouverture aux autres et à leurs différences, valent mieux.

POINT DE VUE

Cent femmes appuient Pauline Marois

« Une expérience sans pareille au sein de la classe politique québécoise »,

Par un collectif* de 100 femmes du Québec

La course à la direction du Parti québécois est commencée et au milieu de cette course se retrouve une seule femme : Pauline Marois. Pour nous, Pauline Marois est femme de changement par ses réalisations, femme de rassemblement par son ouverture et, sans aucun doute, femme de renouveau par sa vision généreuse du Québec. Nous avons besoin de ses compétences.

Pauline Marois est une femme de pouvoir, car il lui permet de faire avancer des idées et de réaliser des projets collectifs qui lui tiennent à cœur. Elle est aussi une pionnière qui a toujours su démontrer sa capacité de relever les défis les plus exigeants.

Elle a été, tour à tour, ministre à la Condition féminine, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux et des Finances, présidente du Conseil du trésor et vice-première ministre. Personne n'est mieux préparée qu'elle à diriger le Parti québécois

qu'elle connaît mieux que quiconque et surtout à remplir la plus haute fonction gouvernementale, à conduire notre démarche collective vers l'indépendance nationale et à diriger, le temps venu, notre pays.

Nous avons été témoin de certaines de ses réalisations inestimables pour la société québécoise, comme par exemple l'implantation d'un régime d'assurance parentale, l'implantation d'un réseau des services de garde à l'enfance, la transformation des commissions scolaires confessionnelles en commissions linguistiques. Des réalisations qui témoignent toutes de ses valeurs et de son engagement.

Elle a réussi à concilier travail et famille sans occulter son désir de conserver à la fois une vie intime et familiale, tout en s'engageant pleinement dans ses lourdes responsabilités politiques et en démontrant sa grande sensibilité à la situation et aux besoins des femmes.

Pauline Marois a acquis une expérience sans pareille au sein de la classe politique québécoise. Elle a su développer,



Pauline Marois

de par les diverses fonctions ministérielles qu'elle a exercées, des compétences inestimables. Elle a surtout doté le Québec de politiques sociales progressistes et avant-gardistes.

Nous savons qu'elle est franche et transparente. Pauline Marois est toujours là où nous pensons qu'elle doit être, là où elle dit être. Elle fait connaître sans détour ses valeurs, ses

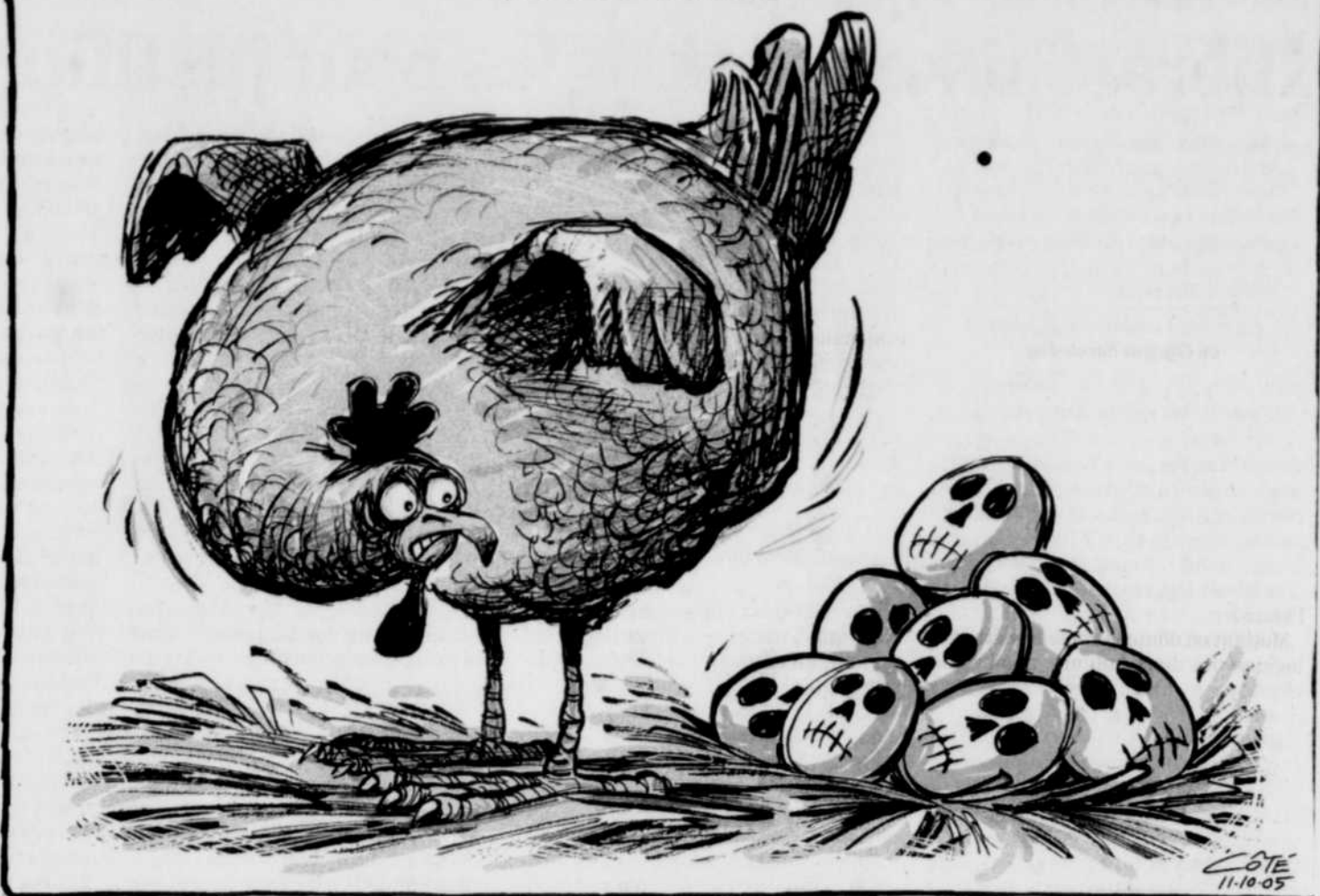
Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER

Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR

Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU

Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

GRIPPE AVIAIRE



CARREFOUR DES LECTEURS

M^{ME} BOUCHER ET LA COURSE À LA MAIRIE

Pas de jeunes, pas de sports...

Encore une fois, en refusant les invitations des étudiants de l'Université Laval, Andrée Boucher confirme que, pour elle, le vote des jeunes n'est pas important. Dans sa ville de rêve, il n'y a pas de jeunes, pas de sports et pas d'affichage. Pas de progrès, pas d'avenir, pas de vie ! M^{me} Boucher doit se réjouir chaque fois que des jeunes quittent Québec. Pour elle, l'exode des moins de 30 ans ne semble pas un problème, du moins auprès de son électeurat. Je suis père de trois enfants, dont un adolescent et deux presque ados : avec M^{me} Boucher à la mairie, l'avenir me fait peur. Espérons que la population de Québec aura la lucidité de ne pas élire cette candidate indépendante de 68 ans qui n'a pour programme que de transformer Québec en CHSLD géant où tous sont à l'écoute d'André Arthur.

Soyons réalistes. Regardons nos enfants et offrons un véritable avenir à notre jeunesse !

Steve Ouellet
Saint-Émile

La mairesse fantôme

Lex-maïresse de Sainte-Foy, aujourd'hui candidate indépendante sans parti ni programme pour la mairie de Québec, semble penser que les élections se gagnent dans son salon. Ainsi, Andrée Boucher décline-t-elle les invitations publiques, refuse-t-elle de se prononcer sur le transport en commun ou le logement social ; elle omet même de participer à une marche pour dénoncer la fermeture du centre de tri postal à Québec ! Ses absences sont révélatrices : c'est un pied de nez à l'électorat de la ville ! Votez pour moi, mais ne me demandez rien ! Elle ne fait pas de sorties publiques et n'a pas de site Web. C'est aussi la seule candidate à ne pas avoir d'affiches électorales, ni de dépliants. Si sa macabre remontée dans les sondages se poursuit, peut-être faudra-t-il recommander aux

autres candidats à la mairie de Québec de se faire invisibles et de proposer le néant pour attirer la faveur populaire. Peut-être que les candidats aux postes de conseillers devraient-ils rester chez eux, plutôt que d'aller de porte en porte consulter la population et exposer leur programme. Pire, peut-être les électeurs québécois en sont-ils arrivés à la conclusion qu'on a besoin d'une mairesse fantôme pour la ville fantôme à l'économie fantôme que Québec deviendrait sous sa gouverne...

Daniel Paquet
Québec

Réputation surfaite

Citoyen de Sainte-Foy depuis plus de 40 ans, j'ai des doutes sur la pertinence de sa candidature à la mairie, car elle n'a pas su mériter ni mon respect ni ma confiance comme mairesse de mon ancienne ville, sa ville !

M^{me} Boucher n'a ni l'attitude, ni la vision pour gérer une ville comme Québec. D'ailleurs, elle n'y croyait pas à cette ville unifiée ! Quel revirement ! La gestion moderne d'une ville n'est pas qu'affaire de taxes, mais aussi de ressources humaines, de travail d'équipe, de partenariat et de concertation. Lex-maïresse Boucher est une mégalomane qui a fait plus de tort que de bien !

Souvenons-nous de l'opposition de la majorité des citoyens sur le projet d'hôtel de ville... Elle a passé outre. Et l'anneau de glace Gaétan Boucher ? Et les loisirs ? Et les personnes à faible revenu ? Et les aînés ?

Ce qui m'a surtout déçu et dépli, ce fut de constater toute la hargne qu'elle a déployée à « anéantir » littéralement certaines personnes qui se sont retrouvées sur sa route et qui ne partageaient pas nécessairement ses vues sur Sainte-Foy. Il m'a été donné de constater le mal qu'elle a fait à certaines personnes ainsi qu'à leurs familles. Son comportement dangereux, sa réputation surfaite, son manque d'esprit d'équipe ne sont pas de nature à assurer une saine gestion de la ville. Notre magnifique capitale doit de se do-

ter d'une équipe compétente dirigée par une personne rassembleuse et capable de canaliser toute l'énergie en vue du développement économique, social et culturel de notre ville. Nous avons matière à choix parmi les trois partis qui nous offrent leurs services. Il y va de la prospérité de la nouvelle ville de Québec, de la quiétude de ses citoyens et surtout de notre image au pays et à l'étranger.

Georges Gauthier

Arrondissement Sainte-Foy
Québec

La foire d'empoigne

Les électeurs qui ont l'intention de voter pour M^{me} Boucher devraient consulter les gens de Sainte-Foy, surtout ceux qui ont déjà assisté à des assemblées du conseil lors de son « règne ». La démocratie avait peu de valeur.

Ce qui me déconcerte, c'est qu'après avoir combattu la fusion de toutes ses forces, elle se présente au poste de maire d'une ville détestée ! Aussi bien voir Jean Chrétien se présenter à la direction du PQ ! Son expérience ? Mais c'est justement cette fameuse expérience qu'il faudrait combattre. Sinon, à Québec, ce sera la foire d'empoigne perpétuelle !

Louis Carrier
Sainte-Foy

Écrivez-nous !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale :
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

* Signataires : Madeleine Parent, syndicaliste ; Jennie Skeene, infirmière et ex-présidente de la FIQ ; Hélène Pedneault, écrivaine ; Vivian Barbot, ex-présidente de l'Association des femmes du Québec ; Denise Boucher, écrivaine ; Lorraine Pagé, syndicaliste ; Léa Cousineau, ex-présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal ; Claudette Pitré-Robin, directrice générale du Regroupement des CPE de la Montérégie ; Louise Laurin, ex-présidente du MNQ ; Gisèle Bourque, coordonnatrice de la Maison d'hébergement pour femmes victimes de violence avec ou sans enfants ; Nicole Bherer, présidente du Conseil de la souveraineté du Bas-Saint-Laurent ; Du Parti québécois : Denise Beaudoin, Jocelyne Caron, Nicole Léger, députées ; Carole Boucher, présidente régionale du Bas-Saint-Laurent ; Renée Collin, vice-présidente aux affaires politiques et au programme et ex-présidente du conseil exécutif régional de Montréal-Ville-Marie ; Jocelyne Gadbois, trésorière de l'exécutif national 1998-2005 ; Fernande Leblanc-Sénéchal, présidente de Taillon ; Lyse Ledue, ex-députée ; Marie Malavoy, ex-députée et ex-vice-présidente ; Maria Mourani, présidente du conseil exécutif régional de Montréal-Ville-Marie ; Martine Ouellet, membre de 1995 à 2000, présidente du comité de l'environnement de 1990 à 1995

Du Bloc québécois : Paule Brunelle, Denise Potier-Rivard, Carole Lavallée, Caroline St-Bilaire, députées ; et 74 autres signataires

OPINIONS

ANALYSES

LES TESTS DE QI ET L'AFFAIRE MAILLOUX

Hierarchiser les peuples pour justifier la discrimination

Johane Allen, psychologue, Suzanne Audet, sociologue, Nadine Bédard-St-Pierre, politologue, Ginette Bélanger, anthropologue, Danielle Bourque, psychologue, Dany Hudon, politologue, Benjamin-Hugo LeBlanc, sociologue, Sylvain Marcotte, anthropologue

Les auteurs sont tous enseignants au Cégep de Sainte-Foy

Il n'aura fallu que 10 ans. Dix ans pour qu'un discours mal informé et dépourvu de nuance ne vienne de nouveau semer la confusion. Pourtant, l'étude très controversée de Richard J. Herrnstein et Charles Murray, publiée en 1994 sous le titre *The Bell Curve*, avait déjà fourni l'opportunité d'éclaircir la question — à défaut de l'élucider.

Mettant en doute la rigueur méthodologique des deux auteurs, nombre de chercheurs tout aussi compétents avaient ainsi fait valoir que si l'écart intellectuel observé entre les groupes sociaux blancs et noirs était en soi plausible, trop de variables socioculturelles et économiques (niveau d'éducation, revenu moyen et conditions de vie générales) pesaient dans l'équation pour qu'on puisse en toute logique isoler un facteur génétique « racial ».

Comment soutenir en effet qu'un tel facteur puisse être déterminant, alors qu'un écart semblable était observé entre pauvres et riches ? Comment seulement supposer un lien entre « race » et intelligence, alors que la validité scientifique du concept de « race » appliquée aux populations humaines était elle-même réfutée ? N'avait-on pas déjà admis, à l'instar du généticien André Langaney, qu'il n'existe aucun marqueur biologique de la race ? N'avait-on pas déjà démontré que la variabilité génétique au sein d'une population est plus grande que celle existant entre les populations, reléguant la distinction raciale au flou de l'arbitraire ? Certes. Mais certaines idées témoignent d'une extrême résilience. Même en science. Elles perdurent dans l'ombre pour réapparaître, un jour, au détour d'une émission de variétés.

Peut-être faut-il y voir un vice du langage, laissant croire que l'existence du mot atteste de *facto* l'existence de la chose. Plutôt que de considérer les termes « race » et « intelligence » comme des constructions de la pensée, on y voit des objets bien réels qui ont, pour corollaire, l'apparence d'être mesurables, quantifiables. Cette réifi-

cation et quantification de l'intelligence a pourtant été sévèrement critiquée, notamment par le paléontologue de Harvard, Stephen Jay Gould. Car rien ne nous permet d'affirmer que l'ensemble des capacités mentales humaines puisse constituer, dans la réalité, un super-ensemble unitaire. Au mieux, les tests de quotient intellectuel mesurent-ils, à un moment précis et dans un contexte donné, des facultés déterminées — et non pas l'« intelligence », sorte d'abstraction aux contours très imprécis, selon les contenus et significations qu'on lui prête. Hélas ! Tant qu'il y aura le mot il y aura l'idée et, *a fortiori*, ce qu'on en fait.

DÉFICIT ÉTHIQUE

Or, qu'en fait-on au juste ? Quel peut être l'objectif d'une étude ou d'un discours cherchant à différencier génétiquement des groupes selon leur degré respectif d'intelligence ? Derrière un déficit de rigueur s'en cache peut-être un autre, au chapitre éthique cette fois. Car on ne peut ignorer les implications d'un tel discours : de la hiérarchisation — même implicite — de groupes sociaux à la justification scientifique

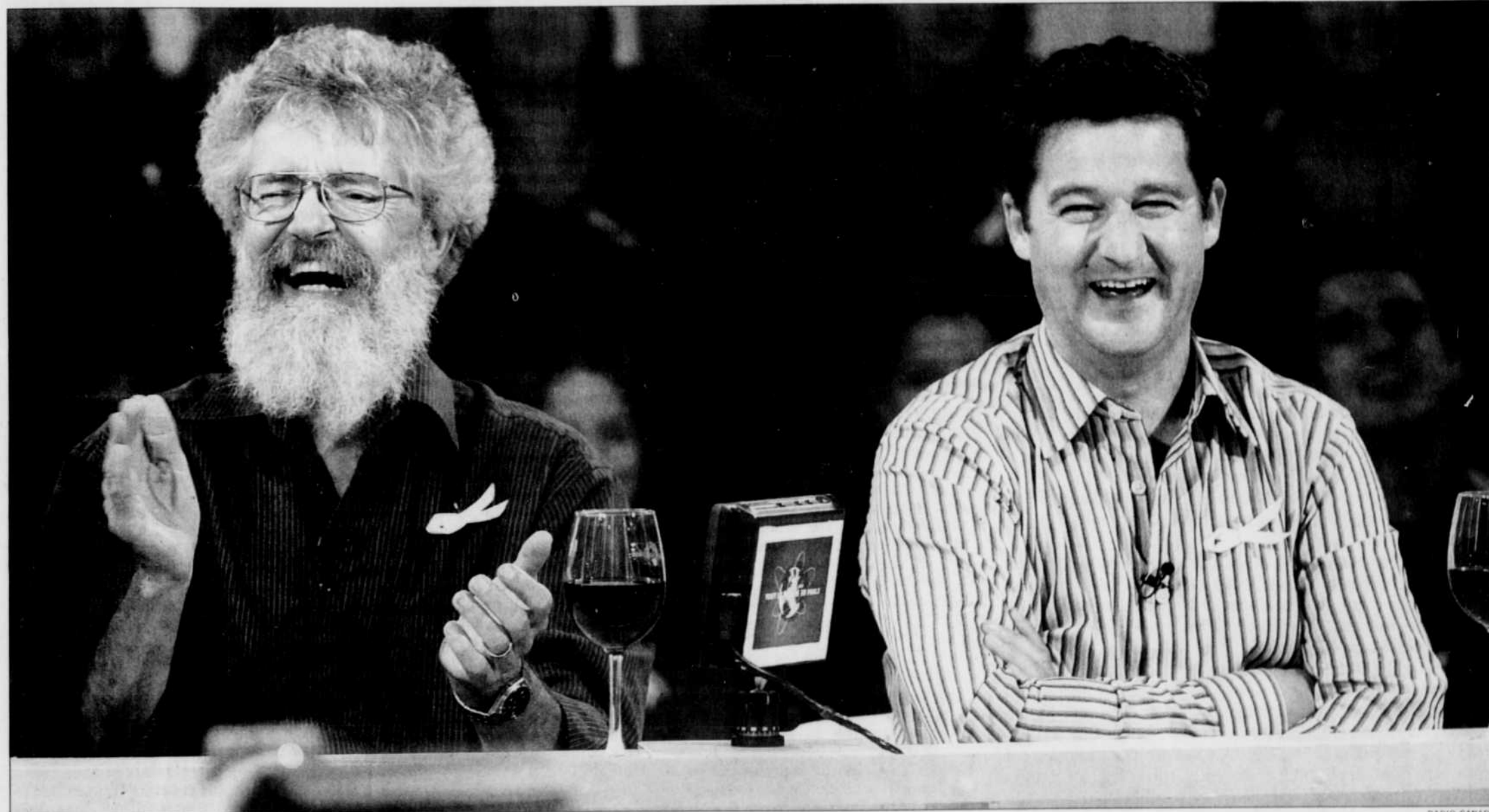
de politiques ouvertement discriminatoires, il n'y a qu'un pas. D'autant plus que nos sociétés reposent aujourd'hui sur des valeurs de rationalité et de performance, s'appuyant sur une mesure de l'intelligence comme critère d'embauche ou indicateur de réussite scolaire, et que les récentes percées portant sur le génome humain ont ouvert de nouvelles perspectives en biologie.

On peut s'attendre qu'à de telles réserves, certains opposent l'argument d'un cumul désintéressé des savoirs ; après tout, la science se veut objective et donc indépendante de tout impératif qui lui serait extérieur. Il en est même qui s'appuient uniquement sur la pertinence et la rigueur de la méthode employée pour justifier dans l'absolu leur démarche. Pourtant, une telle position n'est nullement neutre et trahit l'héritage scientiste d'un XIX^e siècle qui nourrissait, à l'égard de la raison triomphante, une espérance comparable à la foi religieuse.

Cette subordination de l'homme au projet scientifique, qu'on retrouve chez des intellectuels comme Ernest Renan et qui évacue toute dimension éthique au profit d'un utilitarisme sans scrupule, n'a pas manqué au fi-

nal d'engendrer ses propres monstres ; les expériences médicales menées sous le régime nazi, au siècle dernier, en sont un exemple extrême, mais éloquent. « De la seule intelligence, il n'est jamais rien sorti d'intelligence, de la seule raison, il n'est jamais rien sorti de raisonnable », disait le poète allemand Hölderlin.

En d'autres mots, la raison orgueilleuse d'elle-même est une dangereuse orpheline. La science ne peut être sa propre finalité ; elle est un moyen, un outil afin de pourvoir à un but fixé. De même que les cathédrales n'ont pas été bâties à la gloire du maillet, les savoirs ne s'accumulent pas à la gloire de la science. L'intégration actuelle d'une éthique en sciences signifie, précisément, de renverser la métaphysique scientiste et de subordonner à l'homme la production des savoirs. Quoi de plus souhaitable en effet que d'œuvrer au « bien commun », souci premier des droits fondamentaux ? De par son caractère inclusif, un tel concept protège l'intégrité de tous les groupes humains et ne cherche pas à les diviser aux dépens de groupes particuliers, qu'ils soient Blancs, Noirs, Amérindiens, riches ou pauvres.



La validité scientifique du concept de « race » appliquée aux populations humaines a été réfutée. Pourtant, certaines idées perdurent dans l'ombre pour réapparaître, un jour, au détour d'une émission de variétés, comme ce fut le cas à « Tout le monde en parle », où le Dr Mailloux (à gauche) a affirmé que des études ont prouvé que le quotient intellectuel des Noirs et des Amérindiens est inférieur à la moyenne.

Jusqu'où va la différence entre les races ?

Le point de vue de la science

Dr Aroll Exama, Ph. D.

Haitien d'origine, docteur et chercheur en biochimie alimentaire appliquée, M. Exama est auteur du livre « Jusqu'où va la différence ? » paru aux Éditions de la francophonie. Il habite Montréal.

Au-delà de la tempête provoquée par les déclarations fracassantes du Dr Mailloux, son plus grand exploit est d'avoir réussi à faire croire à une partie de la population qu'il parlait au nom de la science. Dans les faits, qu'en est-il ?

M. Mailloux a appuyé ses interventions sur un ouvrage américain et sur un ou deux articles portant sur le QI. Il a aussi avancé une hypothèse pour expliquer les résultats qu'il présente comme de nouvelles connaissances. Mon intervention couvrira donc ces trois points.

CRÉDIBILITÉ DES SOURCES

Prenons le livre *The Bell Curve* qui sert de référence centrale à toute cette offensive de la droite américaine et qui est relayé par M. Mailloux.

L'auteur, Charles Murray, a été fabriqué et financé par la droite américaine. (*Jusqu'où va la différence ?*, page 58). Sa thèse centrale prétendait que l'intelligence découlait de la race. Mentionnons que Murray vivait totalement inconnu, dans l'Iowa, et que sa production intellectuelle se limitait à quelques pamphlets rarement publiés. L'un deux a séduit Irving Kristol, le « gourou » des néoconservateurs.

Une étonnante campagne fut orchestrée pour vendre Murray au public. Des experts en relations publiques ont reçu pour consigne de transformer un inconnu en célébrité. Des journalistes ont été payés de 500 à 1500 \$ US chacun pour participer à un séminaire où Murray exposa ses thèses. Après la publication de *The Bell Curve*, la Bradley Foundation augmentait la somme qu'elle lui allouait annuellement à 163 000 \$ US.

VALIDITÉ DU QI EN TANT QU'OUTIL

Commençons par replacer le QI dans son contexte. Quand le ministère de l'Instruction publique en France a demandé à Alfred Binet, un psychologue autodidacte, de travailler sur des tests pour mesurer l'âge mental des écoliers, l'objectif était simplement de déceler les risques d'échec scolaire. Dans son contexte d'origine, le QI n'était ni plus ni moins qu'un outil pour intervenir plus tôt auprès des enfants qui avaient des difficultés d'apprentissage.

Mise en garde de M. Binet (1906) : « l'outil que je viens de développer n'est pas une mesure de l'intelligence... »

Un siècle plus tard, on rencontre encore des individus qui se déclarent spécialistes de l'esprit humain et qui maîtrisent mal la portée et les limites d'un outil ou d'un concept qu'ils utilisent pourtant. Chaque fois, les résultats ne sont que dérapages et aberrations.

Mais comment les psychologues et les psychiatres ont-ils réussi à gonfler le QI au point d'en faire un instrument pour classer les humains ? C'est que très tôt, au début du XX^e siècle, les psychiatres et les psychologues ont voulu faire de leur discipline, nuancée et subtile par nature, une discipline « scientifique ». Car, dans l'esprit de ceux qui utilisent ce terme, la science est, par définition, ce qui ne peut être mis en doute, une somme de certitudes.

Or, dès qu'on parle de science, il faut introduire les chiffres et les maths. Le QI a donc bénéficié de l'engouement qu'on voue à tout ce qui parvient à s'enrober du jargon des mathématiques. Et cet engouement est allé jusqu'à l'aberration : celle de voir des psychologues et des psychiatres, des gens qui, plus que tous les autres, connaissent ou plutôt seraient censés connaître la nature complexe des êtres humains, représenter ces mêmes êtres humains par un seul chiffre.

VALIDITÉ DE L'HYPOTHÈSE DE L'ESCLAVAGE

Une hypothèse veut que l'esclavage aurait éliminé les Noirs les plus intelligents...

Les faits disent plutôt le contraire. Il existe de nombreux ouvrages sur les savants et inventeurs noirs. De 1871 à 1900 seulement, le Bureau des brevets des États-Unis a recensé plus de 250 inventeurs noirs. Pour rester dans le contexte de l'hypothèse avancée par le doc Mailloux, je ne mentionne-

rai que des inventions qui datent de la période qui a suivi l'esclavage :

- Le réfrigérateur (John Stenard, 1891)
- L'ascenseur (Alexander Miles, 1867)
- L'antenne parabolique (Grandville T. Woods, 1887)
- Les feux de circulation (Garrett Morgan, 1923)

Certains inventeurs noirs sont dans une classe à part comme George Washington Carver (1864-1943). À partir de l'arachide uniquement, il a inventé plus de 250 produits (shampooing, vinaigre, savon, poudre de toilette etc.). N'importe quel chercheur dans ce domaine, dont moi-même, ne peut que saluer un tel exploit. George Washington Carver fut connu tant sur le plan national que sur le plan international. Lawrence Elliot, dans le *Reader's Digest* de novembre 1965, conclut qu'il n'y a pas de mots plus éloquents pour définir le sens de la vie de Carver que la simple épithète figurant sur sa tombe : « Il aurait pu ajouter la fortune à la gloire, mais ne se souciait ni de l'un ni de l'autre, il trouva le bonheur et l'honneur dans les services qu'il rendit au monde. »

LE POINT DE VUE DE LA SCIENCE

Puisque c'est au nom de la science que l'on prétend établir une hiérarchie entre les individus, c'est paradoxalement la science, celle du XXI^e siècle que j'évoquerai, mais cette fois-

ci, pour enterrer une fois pour toutes le mythe de la supériorité de certains individus. Je me contenterai de mentionner certains résultats du plus grand projet jamais entrepris sur les gènes de toute l'espèce humaine :

- L'être humain a moins de bagage génétique qu'un grain de riz.
- Les Européens modernes descendraient d'un groupe d'à peine quelques centaines d'Africains.
- Les Suédois descendraient des Nigériens

□ Les humains sont identiques à 99,9 %

□ Il n'y a pas de différence statistique entre les peuples — il y a plus de différences génétiques entre deux frères québécois (même père et même mère) qu'entre le peuple québécois d'un côté et le peuple haïtien de l'autre.

□ La différence entre Blancs, Jaunes et Noirs n'est pas génétique (ils ont les mêmes gènes pour la couleur). L'expression de la couleur est soumise à l'influence d'un jeu d'enzymes. Une chatte de couleur foncée a donné naissance par clonage à un chaton blanc.

□ Le concept de race n'a aucun fondement scientifique.

Ces faits peuvent vous surprendre, vous choquer même. C'est parfaitement normal. La communauté scientifique elle-même est renversée.

Pour valider l'information, mieux la comprendre, vérifier les sources, veuillez consulter le livre « Jusqu'où va la différence ? », Éditions de la francophonie ou communiquer avec l'auteur : exama@hotmail.com ; exama@sympatico.ca

EN BREF

Python inquiétant... et envahissant

■ Après le python qui a englouti un alligator, c'est au tour d'un chat d'avoir été avalé par un reptile en Floride. Au retour de leur promenade dominicale, la famille Rodriguez remarque à proximité de leur habitation un python birman de 3,5 mètres de long avec une grosseur au niveau de son tube digestif, ont raconté les autorités locales. Ils constatent alors la disparition de leur chat et

en concluent que ce dernier a été englouti par le python. Hypothèse vérifiée par une radiographie du reptile. Il y a une semaine, un autre python, également birman, de quatre mètres de long avait avalé un alligator de deux mètres dans le parc des Everglades. L'arrivée de ces pythons originaires de Birmanie, qui prolifèrent dans les Everglades, inquiète les biologistes qui craignent pour l'équilibre écologique des marais de Floride. Utilisés comme animaux de compagnie, ils sont éventuellement délaissés par leurs propriétaires. AFP

Aide envisagée pour les autos hybrides

■ Le gouvernement du Québec songe à adopter des mesures afin d'encourager les automobilistes à opter pour des véhicules hybrides, moins polluants et moins énergivores. Le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, a discuté de la question avec son collègue des Finances, Michel Audet, a indiqué au quotidien *La Presse* Chantale Turgeon, attachée de pres-

se du ministre. « Il souhaite aller en ce sens », a-t-elle indiqué. Le ministre Audet est membre d'un comité interministériel chargé de trouver des solutions à la flambée du prix de l'essence. On ignore quelle forme pourraient prendre les mesures incitatives souhaitées par le ministre Mulcair. « On est encore à au moins six mois du prochain budget », a précisé M^{me} Turgeon. Il est aussi trop tôt pour connaître l'épaisseur de l'enveloppe budgétaire qui serait consacrée à ce programme. PC



En Turquie et en Roumanie, la situation demeure préoccupante quant à la menace d'une épidémie de grippe aviaire.

GRIPPE AVIAIRE

Les oiseaux turcs interdits

BRUXELLES (AFP) — Alors que la grippe aviaire se rapproche encore des frontières de l'UE, la Commission européenne a décidé hier l'interdiction immédiate de l'importation de la Turquie d'oiseaux vivants et de plumes, et reste vigilante sur l'évolution de la situation en Roumanie.

La Commission a décidé d'interdire « toutes les importations d'oiseaux vivants et de plumes non traitées de Turquie ». La détection de la grippe aviaire en Turquie est très inquiétante, étant donné sa proximité avec les frontières européennes », a commenté le commissaire européen à la Santé et à la Protection des consommateurs, Markos Kyprianou.

En Roumanie, où des canards auraient été contaminés dans le delta du Danube, « les tests qui ont été faits n'ont pas confirmé la présence de la grippe aviaire », a déclaré Philip Tod, porte-parole de M. Kyprianou.

Des experts européens devaient arriver hier à Bucarest pour aider à identifier le virus, a précisé la Commission, qui attend de nouveaux résultats pour demain. Si les tests sont positifs, « nous n'hésiterons pas à agir immédiatement », a assuré M. Tod.

Trois États membres de l'UE, la Grèce, la Hongrie et la Pologne, ont déjà annoncé leur intention d'interdire l'importation des volailles de Roumanie. Une initiative que la Commission a refusé de commenter, préférant mettre l'accent sur l'approche « communautaire » qu'elle met en place.

L'embargo contre la Turquie ne vise pas les volailles vivantes. À l'exception de certaines viandes dont le traitement par la chaleur tue le virus de la grippe aviaire, ces volailles et les produits qui en sont issus sont déjà interdits en raison d'autres problèmes vétérinaires.

La portée de l'embargo annoncé hier est difficile à évaluer, puisque la Commission ne dispose pas de chiffres sur les importations effectivement concernées, celles d'oiseaux de compagnie ou de plumes.

Bruxelles a en revanche précisé hier que la Roumanie avait exporté huit tonnes de poulets vivants ou de carcasses en 2004, et près de 6500 tonnes de préparations à base de poulet.

ABATTAGE

L'embargo visant la Turquie fait suite à l'abattage ces derniers jours dans la province de Balikesir, dans le nord-ouest de la Turquie, de milliers de volailles, après l'identification du premier cas de grippe aviaire dans le pays. Aucune contamination humaine n'a à ce jour été détectée dans la région.

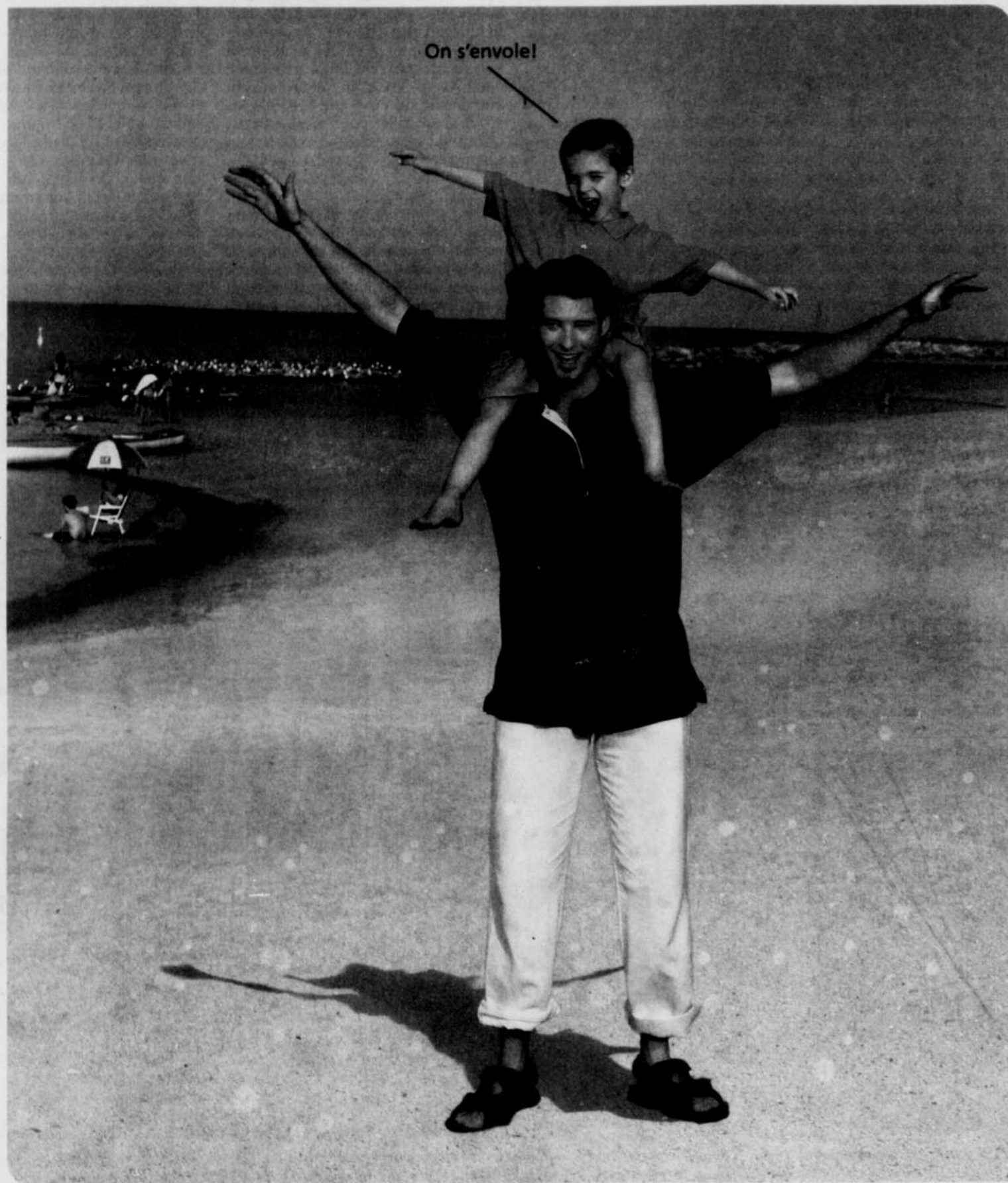
« En Turquie, les tests sont positifs mais (...) nous ne sommes pas en mesure de confirmer si c'est un virus faiblement ou hautement pathogène », a précisé Philip Tod. Ankara devait envoyer hier des échantillons au laboratoire européen agréé par l'UE. Les analyses précises du virus devraient être disponibles d'ici demain.

L'objectif est notamment de déterminer s'il s'agit ou non du H5N1 de la grippe aviaire, qui a entraîné en Asie la mort de millions de volatiles et d'une soixantaine d'êtres humains depuis la fin de 2003. L'embargo annoncé hier suit ceux imposés en août à la Russie et au Kazakhstan.

Virus de la grippe aviaire en Colombie

■ Le gouvernement colombien a annoncé hier la découverte d'un virus de la grippe aviaire présentant un faible risque dans une ferme du département de Tolima (centre), assurant que la situation était sous contrôle et ne présentait pas de risque pour l'homme. « Cette forme du virus n'est pas proche de celle que nous redoutons, telle qu'elle s'est présentée en Asie et aux États-Unis. Il n'y a donc aucun problème du point de vue de la santé humaine et il n'y en aura pas, car elle est de très faible pouvoir pathogène », a déclaré le ministre colombien de l'Agriculture, Andres Felipe Arias. AFP

Un rendement constant qui vaut la peine d'être souligné.



Le Fonds de revenu mensuel TD

1 an	20,0 %
3 ans	17,3 %
5 ans	13,0 %
Depuis sa création ¹	10,9 %

Taux de rendement annualisés pour le fonds
Séries Investisseurs au 30 septembre 2005.

Le Fonds de revenu mensuel TD est le Fonds équilibré canadien de l'année

Si vous cherchez un fonds qui a toujours offert de manière constante un rendement supérieur à la moyenne, ne cherchez plus : le Fonds de revenu mensuel TD est ce qu'il vous faut! En raison de ses résultats historiques, ce fonds a été désigné « Fonds équilibré canadien de l'année » au Gala annuel du placement².

Le Fonds de revenu mensuel TD vise à atteindre un rendement solide de façon constante en se diversifiant en actions, en titres à revenu fixe et en liquidités selon un juste équilibre. Il cherche à procurer un revenu mensuel constant et l'accroissement du capital.

Fonds Mutuels TD³ a été désignée Société de fonds de l'année 2004 – Choix des analystes⁴. Ce prix est accordé à la société de fonds communs de placement qui fait preuve d'excellence dans plusieurs domaines dont le rendement à long terme, le service au secteur d'activité, la gestion et le choix des fonds offerts.

Pour en savoir plus sur notre vaste gamme d'options de placement, communiquez avec un représentant de TD Canada Trust⁴ ou de TD Waterhouse⁵, ou avec votre gestionnaire, Services financiers personnels, et découvrez comment nous pouvons vous aider à atteindre vos objectifs de placement.

Appelez-nous dès aujourd'hui au 1 866 411-3334, ou rendez-vous à l'adresse
www.tdcanadatrust.com/bourse

TD Fonds Mutuels



1. Date de création : 29 juin 1998. 2. Gagnant de catégorie, Prix canadiens d'investissement 2004. 3. Les Fonds Mutuels TD sont gérés par Gestion de Placements TD Inc., filiale en propriété exclusive de La Banque Toronto-Dominion. Ils sont offerts par l'intermédiaire des Services d'investissement TD Inc. (principal placeur), de TD Waterhouse Canada Inc. (membre du FCPE) et de courtiers indépendants. Les placements dans les fonds communs de placement peuvent être assortis de commissions, de commissions de suivi, de frais de gestion et d'autres frais. Veuillez vous procurer un exemplaire du prospectus auprès de votre courtier et le lire attentivement avant d'investir, car il contient des renseignements détaillés sur les placements. Les taux de rendement indiqués représentent les rendements globaux historiques annuels composés pour la période terminée le 30 septembre 2005, incluant les variations de valeur unitaire et le réinvestissement de toutes les distributions; ils ne tiennent pas compte des ventes, rachats, distributions, frais facultatifs ou impôts à payer par des porteurs de titres, lesquels auraient réduit les rendements. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis ni assurés; leur valeur fluctue souvent, et le rendement passé ne se répètera pas forcément. 4. Les représentants en fonds mutuels des Services d'investissement TD Inc. distribuent les fonds communs de placement à TD Canada Trust. 5. TD Waterhouse Canada Inc. est une filiale de La Banque Toronto-Dominion et membre du FCPE. *Marque de commerce de La Banque Toronto-Dominion. Gestion de Placements TD Inc. est un utilisateur licencié.

ÎLE D'ANTICOSTI

La grande invasion de l'automne

Plus de 4500 chasseurs y abattront environ 10 000 chevreuils en quatre mois

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Chaque jour cet automne, une quarantaine de chasseurs, et jusqu'à 125 en période de pointe, débarqueront sur l'île d'Anticosti pour la chasse au chevreuil. L'île, grande comme 50 fois l'île d'Orléans ou 17 fois l'île de Montréal, constitue l'une des plus grandes pourvoiries en Amérique du Nord.

Plus de 4500 chasseurs par année, dont 55 % d'Américains, abattent en quatre mois, d'août à décembre, environ 10 000 chevreuils sur les quelque 125 000 que compte ce territoire.

Des présidents américains, des premiers ministres du Canada ou de grands banquiers y séjournent... dans la plus stricte confidentialité.

« Nous nous sommes entendus avec eux pour ne pas dévoiler leurs noms, une condition de leur séjour chez nous », explique Gilles Dumaresq, de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ-Anticosti, qui accueille 3500 chasseurs.

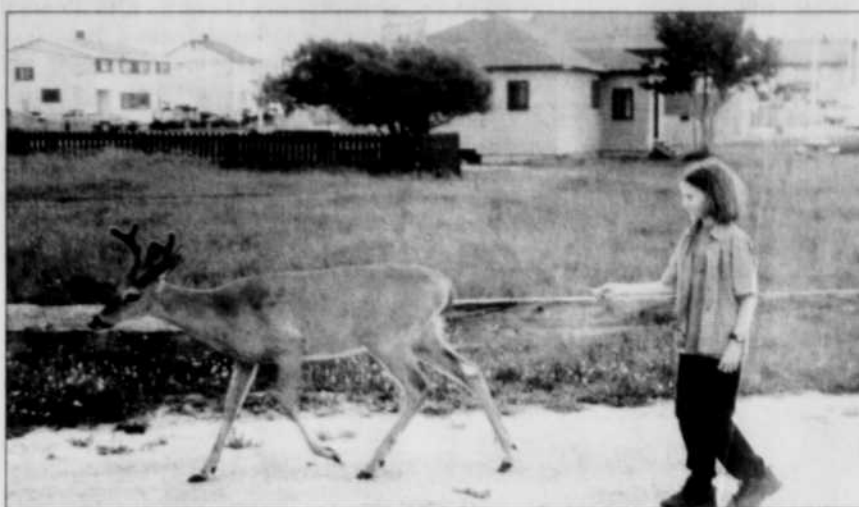
« Chez nous, nous pouvons octroyer un secteur exclusif de chasse de 10 à 15 km², ce qui surprend beaucoup de chasseurs américains, qui viennent surtout du nord-est des États-Unis. Mais il y a toujours 500 places réservées aux chasseurs québécois. »

Le service aux chasseurs est complet. Dans des abris à chevreuils, un guide débite l'animal en prévision de son transport. Chaque pièce de viande est enveloppée dans du papier ciré, puis dans une boîte étanche embarquée dans l'avion de retour. La viande peut même être emballée sous vide.

GROSSES RETOMBÉES

L'île bénéficie, pour la seule SEPAQ, de retombées de 3,5 millions \$, sans compter les dollars laissés par les chasseurs en transit vers l'aéroport de Mont-Joli dans des établissements hôteliers de Mont-Joli, de Sainte-Flavie (Gaspésie) ou de Rimouski.

« Passer par l'aéroport de Mont-Joli fait partie du voyage. Nous avons déjà fait une étude pour voir si les chasseurs préféreraient partir de Québec ou de Montréal. À peine 30 % voulait partir de Québec ou Montréal. »



Le chevreuil est omniprésent dans l'île, même en plein village de Port-Menier.

Sur la rive sud du Saint-Laurent, l'aéroport de Mont-Joli transporte les chasseurs vers l'île par une centaine de vols de la compagnie Air Inuit.

En plan américain, il en coûte, à la SEPAQ-Anticosti, 2000 \$ CAN par chasseur, plus taxes (excluant le transport à l'île et le permis de chasse) : hébergement en chambre, occupation double, pour cinq nuits en pavillon, quatre jours de chasse, une cuisine digne des meilleurs restaurants, un guide pour quatre chasseurs, un

véhicule tout-terrain par secteur de chasse, un camion 4 X 4 à cabine double par groupe de quatre chasseurs, le dépeçage et l'emballage du gibier. En novembre, il faut ajouter une somme de 400 \$, plus taxes. En plan européen, c'est 1500 \$ par chasseur. Le vol Mont-Joli-Port-Menier d'Air Inuit coûte 285 \$ en été et 375 \$ l'automne. Chaque chasseur peut récolter deux chevreuils.

Trois pourvoiries privées, à droits exclusifs de chasse et de pêche, ex-

ploient aussi un territoire de chasse sur l'île. Des forfaits villégiature et pêche au saumon sont aussi offerts.

290 HABITANTS

« Notre économie est principalement basée sur le tourisme de villégiature pendant l'été et la chasse l'automne. Il y a aussi une coupe forestière depuis 1995 qui la soutient », résume Denis Malouin, maire de Port-Menier.

Anticosti n'a que 290 habitants, la plupart résidant à Port-Menier, malgré sa vaste superficie : 222 km de longueur sur 45 km de largeur. L'île, qui a appartenu au chocolatier français Henri Menier, est, depuis 1974, la propriété du gouvernement du Québec.

Une controverse a éclaté en 1937 lorsqu'un groupe d'Allemands a pris une option sur l'île dans le but d'y développer l'industrie forestière. Mais le projet a avorté sous les pressions des gouvernements fédéral et du Québec.

L'île d'Anticosti est aussi reconnue mondialement comme l'un des sites les plus riches en fossiles de l'ère géologique du Paléozoïque, qui s'étend de -540 à -250 millions d'années avant notre ère, avec plus de 600 espèces différentes répertoriées.

DEMAIN : chasser le chevreuil au bord de la mer

EN BREF

Navire coulé par les Allemands retrouvé

■ RIMOUSKI — Le premier navire canadien à avoir été coulé par un sous-marin allemand lors de la bataille du Saint-Laurent, aurait été découvert le 13 septembre par une équipe scientifique de l'Institut Maurice-Lamontagne de Mont-Joli lors de travaux de recherche sur l'habitat du loup tacheté effectué à bord du *Frederick G. Creed*. L'épave, détectée par un échosondeur multifaciaux, aurait été localisée à six milles marins (11 km) au nord-est de Cloridorme, à une profondeur de 270 m. Le navire marchand *SS Nicoya* a été torpillé le 11 mai 1942 par un des nombreux U-Boat qui sillonnaient alors les eaux du Saint-Laurent jusqu'à Métis-sur-mer. *Carl Thériault (collaboration spéciale)*

Nouvelle convention avec les pompiers

■ BAIE-COMEAU — La municipalité de Baie-Comeau vient de signer une nouvelle convention avec son syndicat de pompiers. D'une durée de quatre ans, elle prévoit des augmentations salariales de 2 % la première année et 2,5 % pour chacune des trois autres années, les mêmes que Baie-Comeau a consenties aux autres groupes d'employés municipaux. Les neuf pompiers permanents et les cinq temporaires ont obtenu d'importantes bonifications de leur régime de retraite, qui avait du retard sur ceux des autres unités syndicales. Les pompiers baie-comois, qui gagnent en moyenne 50 000 \$ par an, voient aussi l'âge de la prise de retraite sans pénalité passer de 59 à 58 ans. *Steeve Paradis (collaboration spéciale)*

Uniquement Pour vous

MAUDE

Place de la Cité - 656-8198

ÊTES-VOUS CURIEUX DE VOIR NOS PRIX ?

112 **mazda 3**

À LIQUIDER

FAITES VOTRE OFFRE!

Beauport mazda

0% **3500\$** FINANCEMENT À L'ACHAT

* Sous réserve de l'acceptation du service du crédit. Détails complets en magasin.

585, rue Clemenceau, Beauport,

Aut. de la Capitale, sortie Seigneuriale

667-3131

www.beauportmazda.com

mazda

CONCOURS

De Moscou à Saint-Petersbourg

Du 3 au 21 octobre, écoutez Claude Bernatchez dès 5h30 et courez la chance de gagner un circuit-croisière pour deux personnes en Russie.

106,3 FM

PREMIÈRE CHAÎNE

Réalisation: Nadia Peillon www.radio-canada.ca/quebec

GÉNÉRATION

Suite de la Une

Plus de 2,5 millions de personnes se trouvent désormais sans abri et survivent dans des conditions sanitaires déplorables, selon les estimations des Nations unies. Et les médecins craignent que des épidémies n'éclatent si l'aide humanitaire n'arrive pas rapidement.

CADAVRES D'ENFANTS

Au Cachemire indien, selon un nouveau bilan provisoire, le séisme a fait 950 morts et plus de 3000 blessés. Le séisme a également fait trois morts dans l'est de l'Afghanistan.

« La majorité des victimes sont des écoliers. C'est toute une génération qui a été perdue dans les zones les plus affectées », a précisé le général Shaukat Sultan, porte-parole des forces armées pakistanaises.

« Les sauveteurs sortent des cadavres d'enfants des décombres à Muzaffarabad, mais il n'y a personne pour réclamer les corps, leurs parents sont morts aussi. Muzaffarabad est détruit à 70 %, a-t-il ajouté. Dans la localité de Balakot, un millier d'enfants de trois écoles ont été ensevelis.

Vues du ciel, les maisons du Cachemire pakistanais ne ressemblent plus qu'à de minces feuilles de papier, aplaties sur les centaines de vies piégées samedi. Sur des collines, les habitations sont rasées. Des rescapés errent d'un tas de ruines à un autre, ou amassent des cadavres qu'ils recouvrent d'un linceul.

Lorsque deux hélicoptères de l'ar-



Une femme et son fils tirés vivants des décombres d'un immeuble d'Islamabad, le « miracle » qui a remonté le moral des sauveteurs.

mée pakistanaise arrivent avec des secouristes français, c'est la cohue. Les proches des victimes, tachés de boue et de sang, prennent les hélicoptères d'assaut. Les blessés les plus graves sont hissés. L'appareil est prêt à partir, mais les portes s'ouvrent de nouveau, d'autres blessés y sont entassés les uns sur les autres.

« Il n'y a absolument pas d'aide depuis deux jours », enrage Mohammad Zaheer, un survivant de Balakot. « Nous avons survécu au tremblement de terre, mais nous réalisons maintenant que nous allons mourir de faim et de froid », dit-il.

« Nous ne portons pas le deuil de nos morts. Nous portons celui de nos liens avec le gouvernement », a lâché Raja Mohammad Irshad, juge dans le villa-

ge isolé de Bagh, qui a perdu sa belle-sœur, trois neveux et deux cousins. « Nous nous demandons s'ils pensent que nous sommes des hommes ou des animaux », enrage-t-il.

Hier, le gouvernement a annoncé la réouverture des principales routes menant du Pakistan au Cachemire, promettant un acheminement rapide de l'aide en eau, nourriture et médicaments, qui afflue de plus en plus du monde entier.

Face à l'ampleur de la catastrophe, de nombreux pays ont décuplé leurs efforts. Le Koweït a promis une aide matérielle record de 100 millions \$, tout comme les Émirats arabes unis, soit le double de l'aide annoncée par les États-Unis.

Le Canada a pour sa part accordé

une aide supplémentaire de 20 millions \$ après avoir annoncé ce week-end une aide initiale de 85 000 \$ à la Croix-Rouge et au Croissant-Rouge, ainsi que l'octroi d'un montant de 170 000 \$ destiné aux opérations d'urgence de son haut-commissariat au Pakistan.

Les institutions internationales ne sont pas en reste. La Banque mondiale, a offert 20 millions \$ et la Banque asiatique de développement 10 millions \$.

Le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général Karl Eikenberry, s'est rendu hier à Islamabad pour évaluer les besoins en assistance humanitaire du Pakistan, pays allié des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme.

Faits notoires, Israël a proposé son aide au Pakistan, pays avec lequel il n'a pourtant pas de relations diplomatiques. Et Islamabad a accepté l'aide de sa grande rivale, l'Inde voisine. Le Cachemire est un territoire disputé entre Inde et Pakistan et a été à l'origine de deux guerres entre les deux puissances nucléaires.

Le coordonnateur de l'aide humanitaire d'urgence de l'ONU, Jan Egeland, a indiqué que huit équipes de secouristes étaient arrivées dimanche et que 10 à 12 autres étaient en route. « Nous avons besoin d'hélicoptères, car il n'y a plus de routes », a-t-il déclaré.

L'UNICEF a acheminé du matériel et des fournitures stockés à Karachi, dans le sud du Pakistan. L'agence a aussi lancé un premier appel pour recueillir 20 millions \$ pour une aide d'urgence aux enfants et aux familles de rescapés.

DANS LE SOLEIL

10^E SAISON DE LA LNAH

La Ligue nord-américaine de hockey amorce sa 10^e campagne, sa deuxième sous cette appellation, avec un lancement en grande pompe au Collisée. Dans l'ombre du retour de la Ligue nationale, le circuit semi-professionnel québécois saura-t-il tirer son épingle du jeu ?

Dans le cahier Sports

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

DETTE

Suite de la Une

très favorable aux emprunts en ce moment : les taux d'intérêt sont bas, la richesse foncière augmente, ce qui donne une marge de manœuvre, et certains investissements étaient impossibles à retarder.

Cette même source affirme que le niveau des emprunts pour infrastructures devrait se maintenir autour de 160 millions \$ par année au cours du prochain mandat. Elle signale toutefois que ce sont là des « propositions » ébauchées par la fonction publique et que les « décisions » finales, qui reviennent aux élus, ne sont pas encore prises.

Or, le budget 2005 de la Ville prévoit des remboursements de capital de 105,5 millions \$ cette année, soit environ 55 M \$ de moins que les nouveaux emprunts. L'augmentation de la dette qui en découlera, précise notre source, ne sera pas visible immédiatement, « parce que 160 millions \$ de travaux, ça ne se fait pas en un an. La réalisation peut prendre trois, quatre ou même cinq ans ». La hausse sera par conséquent répartie sur plusieurs années.

Avec le temps, les premières échéances des nouveaux emprunts arriveront et les remboursements de capital devraient finir par atteindre, eux aussi, environ 160 millions \$ par année. Mais d'ici à ce que cet équilibre soit atteint, la dette nette de Québec augmentera, à moins que le prochain conseil de ville décide de changer certaines variables de l'équation.

Au 31 décembre 2001, l'« endettement total net à long terme » des 13 villes à la veille d'être fusionnées s'élevait à 1,02 milliard \$, d'après les *Profils financiers des municipalités*, tenus par le ministère des Affaires municipales (MAM). Cette somme exclut la part de la dette à la charge des autres ordres gouvernementaux ; elle comprend toutefois la part de la dette contractée par d'autres organismes mais à la charge de la Ville. Dans la dette du RTC, par exemple, 46,4 millions \$ étaient à la charge de Québec l'an dernier.

Deux ans plus tard, le passif municipal était passé à 965,5 millions \$, mais il avait de nouveau franchi la barre du milliard de dollars (1,002 milliard \$) à la fin de 2004. Cette augmentation est largement attribuable à ce que les comptables appellent souvent le *cut-off*, soit des dépenses encourues en 2003 mais dont les factures n'ont été payées qu'en 2004. Cette situation s'est produite plus souvent l'an dernier.

50 M \$ EN INTÉRÊTS PAR AN

Notons que la municipalité débourse, bon an, mal an, environ 50 millions \$ en intérêts.

Grâce au boom immobilier des dernières années, cependant, l'endettement représente une part toujours décroissante de la richesse foncière — généralement considérée comme un bon indicateur de la capacité de remboursement d'une localité. Ce ratio demeurerait l'an dernier plus élevé à Québec que dans les neuf villes québécoises de plus de 100 000 habitants : l'endettement équivalait en effet à 3,77 % de la « richesse foncière uniformisée » dans ces dernières, contre 3,95 % ici.

Les finances municipales sont un des principaux sujets dont débattent les candidats à la mairie. Le chef du Renouveau municipal (au pouvoir), Claude Larose, estime qu'elles ont été bien gérées et que la Ville est en meilleure position qu'en 2001. Marc Bellemare, de Vision Québec, Pierre-Michel Bouchard, de l'Action civique, et Andrée Boucher jugent que les finances sont dans un état lamentable et qu'il presse de les assainir.

Pour obtenir le résultat prévu, il vous faut
le revenu voulu.

Le jour est venu de décider où vous mèneront vos placements. Quel que soit le résultat prévu, vous devez commencer par le revenu voulu. Songez aux Fonds Fidelity de revenu. Demandez plus de détails à votre conseiller ou à votre employeur.



fidelity.ca

Veuillez lire le prospectus d'un fonds avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Fidelity Investments est une marque déposée de FMR Corp.